



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique du
24 novembre 2016**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Je déclare ouverte la séance du Conseil de Métropole de ce jeudi 24 novembre 2016. Je vais demander à Madame Dardé, première Vice-Présidente, de prendre place à la tribune, à Mademoiselle Bodkin Maud de venir siéger également ici, pour faire l'appel.

Peut-on donner la feuille d'appel à Mademoiselle Bodkin, s'il vous plaît. Merci, Monsieur Fina.

Maud BODKIN procède à l'appel.

Maud BODKIN

L'appel est clos, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Mademoiselle Bodkin. Le quorum est très largement atteint, nous pouvons donc valablement délibérer.

Avant de procéder à l'approbation de l'ordre du jour, Monsieur Meissonnier a souhaité faire une intervention préliminaire ou liminaire.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues, surtout vous, Monsieur le Président, nous vous connaissons très sensibles pour vous déplacer aisément sur tout le territoire de la Métropole. Concernant les difficultés que l'on peut rencontrer, que ce soit à l'Ouest ou surtout à l'Est, notamment avec l'engorgement de l'A113, la Ville de Baillargues a souhaité vous faire un petit cadeau que je vais vous amener tout de suite et que je souhaite que vous utilisiez.

Monsieur le Président

Je sens que je vais l'essayer !

Monsieur le Président

C'est l'outil de demain pour les Villes ! 90 % de la population peut faire de la trottinette.

Monsieur le Président

C'est très facile ! Plus facile que le vélo. Merci Monsieur le Maire.

Monsieur le Président

Souvent, on nous explique que l'espace public doit être conçu en fonction des cyclistes. Je dis aujourd'hui que cette façon de penser est largement dépassée. Tout ce qui roule n'est pas vélo. Les trottinettes comme celle-là ou électriques, les Segway, les skates, il y en a qui se déplacent comme cela, et maintenant sur une seule roue. A Paris, aujourd'hui, j'ai vu des gens qui se déplaçaient sur une seule roue. Donc oui, les vélos, mais bien d'autres moyens de déplacement dans les Villes. Il faut en être conscient.

Merci Monsieur le Maire de Baillargues, et merci au Conseil municipal de Baillargues.

Quelques informations sur les documents que vous avez et les dates des Conseils, et ensuite je vais vous donner toute une série d'informations très importantes qui intéressent la vie de la Métropole.

Les prochains Conseils se tiendront le 14 décembre à 18 heures, puis le 25 janvier à 18 heures. Le vote du budget se fera en début d'année, lorsque nous serons fixés sur les transferts de compétences entre le Département et la Métropole.

Vous avez sur vos tables les invitations pour le Noël 2016, le dépliant sur « La Métropole en jeu dans les médiathèques », le dépliant sur les animations du « dimanche et la Fête des vignes », le programme « La Métropole fait son cirque ». Je rassure Rémi Gaillard : dans le cadre de ces activités, La Métropole fait son

cirque n'utilise pas les animaux. Tout cela est basé autour de la prestation des hommes et des femmes qui se livrent à cet art que l'on appelle l'art du cirque.

Un flyer sur les Rencontres pour l'emploi, Montpellier Territoire de Réussites, Montpellier Métropole French Tech et Montpellier International Territory. Voilà les documents que vous possédez sur les consoles.

Ensuite, un certain nombre d'informations qui sont très importantes.

Premier point : nous avons reçu par courrier, de la part de la Secrétaire d'Etat au numérique Axelle Lemaire, la reconduction du label French Tech. Il s'agit là du courrier officiel du Ministère. Merci à Chantal Marion, merci à tous ceux qui s'en occupent, au BIC, à Monsieur Boulet, à Madame Pommier, merci aussi à Monsieur Biasetti qui travaillent avec toi. Sept thématiques sur huit ont été confirmées par le Ministère, ce qui nous range dans l'unicité au niveau des Métropoles françaises. C'est un gros succès pour French Tech. L'Etat nous renouvelle sa confiance.

Ensuite, une série de subventions de la Région Occitanie, que je vais vous détailler. Tout d'abord, il a été décidé une subvention de 50 000 euros pour l'opération Protection contre les crues du Coulazou, à Fabrègues. Merci Madame Delga. Une deuxième subvention de 20 000 euros pour l'opération Caractérisation des aléas préalables à l'identification des zones de développement urbain sur le territoire de la Métropole. Merci Madame Delga. Une troisième subvention qui concerne l'élaboration de cartes scénario du risque d'inondation sur le territoire de la Métropole, à hauteur de 30 000 euros. Merci Madame Delga. Enfin, une subvention importante de 800 000 euros pour la piscine de Saint-Brès. Merci Madame Delga, et merci le Conseil régional.

J'ai également reçu un courrier de Monsieur le Préfet Pierre Pouëssel, Préfet de l'Hérault, concernant la cinquième ligne de tramway et la DUP. Rappelez-vous : j'avais demandé que l'Etat se prononce sur la validité de la DUP si l'on modifiait le tronçon de Montcalm. Le Préfet nous a répondu que nous pouvions garder la même DUP, mais à un certain nombre de conditions énumérées dans ce courrier, notamment des conditions de nouvelles études qu'il faut lancer pour pouvoir modifier le trajet en dehors du parc Montcalm.

Je le dis aussi à Monsieur Egoumenides, Directeur de la TaM, et à Monsieur El Kandoussi, Président de la TaM : le cadre juridique et temporel d'intervention sur la cinquième ligne – que vous allez détailler auprès du collectif Ligne 5 que j'ai rencontré avec vous à 7 heures du matin à la brasserie avenue Lepic, à côté de l'EAI – est désormais fixé par le Préfet, par l'Etat.

J'ai également reçu de Monsieur le Préfet une lettre qui confirme 250 000 euros de financement des études pour la RN 113, et 500 000 euros pour les études sur le contournement Ouest. Ces deux sommes nous permettent d'engager les études pour définir ce qu'ASF prendra à sa charge dans le cadre du plan autoroutier.

Je sais qu'une opération de 35 millions d'euros a été financée à la Métropole de Toulouse. Je pense que cela est possible sur les deux opérations, et le premier engagement de l'Etat est celui des études qui concernent les deux liaisons routières.

Je vais maintenant donner la parole à Jean-François Audrin, qui va nous relater les discussions amicales et dans le cadre informel, que nous avons nourries avec Rémi Gaillard au sujet de la SPA et des animaux, en présence de Monsieur Meissonnier, Maire de Baillargues, de Monsieur Audrin, Maire de Saint Georges d'Orques, et de moi-même. Monsieur Audrin, donnez-nous quelques lignes de ces entretiens.

Jean-François AUDRIN

Quelques lignes de ces entretiens. C'était il y a une quinzaine de jours. Pour celles et ceux qui ont vu et regardé cet événement, c'était riche en émotions : Rémi Gaillard s'est enfermé pendant trois jours dans une cage de la SPA de Villeneuve-lès-Maguelone, de la Métropole de Montpellier, en demandant que les uns et les autres financent des équipements qui serviraient au bien-être des animaux. Cela a duré trois jours. La somme récoltée a été de l'ordre d'un peu plus de 200 000 euros.

Nous étions présents. Le Président m'avait demandé d'être présent pour soutenir la démarche qui jusque-là est louable et qui peut être intéressante parce qu'elle continue à nous faire avancer dans le bon sens. Lors d'une réunion, comme vous le disait Monsieur le Président, informelle, nous avons continué à avancer et Rémi Gaillard, comme la SPA, comme la Métropole, sont prêts à travailler en bonne intelligence pour d'une part continuer à œuvrer et à fonctionner comme il se doit, notamment pour gérer au mieux les locaux de la Métropole. Il faut savoir que ce sont des locaux métropolitains, c'est un investissement de 5 millions d'euros fait il y a quelques années et qui loge les animaux abandonnés en attente d'adoption. Il a été établi que tous ensemble, avec les associations, avec Rémi Gaillard et surtout la Métropole qui est en charge de ces locaux, nous avancerions petit à petit pour être un exemple national et faire en sorte que la Métropole de Montpellier devienne, si nous le pouvons un jour, la capitale du bien-être animal.

C'est louable comme intention et c'est pour cela que le Président est allé dans ce sens-là, tous ensemble pour protéger les animaux abandonnés et les rendre le plus heureux possible.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Audrin. Comme vous l'avez dit, la SPA appartient en propriété à la Métropole et s'il y a des sommes d'argent à investir pour améliorer le sort des animaux, cela se fera en relation parfaite avec les services de la Métropole qui sont là pour conduire les travaux sur un patrimoine qui leur appartient.

Point suivant : j'ai déjeuné hier à l'hôtel de Varennes avec le Ministre des Collectivités territoriales Jean-Michel Baylet. Il a été question entre autres du vote des exécutifs des Métropoles et des Intercommunalités au suffrage universel. Vous savez que nous devons nous prononcer avant 2020. J'ai soutenu la position suivante auprès du Ministre : s'il y avait modification dans le scrutin, il fallait tenir compte de la présence obligatoire des Maires. C'est-à-dire que l'on ne pouvait pas imaginer un scrutin qui soit uniquement un scrutin de liste et qui oublie la représentation communale, Commune par Commune. Cela signifie que cette élection pourrait être nouvellement conçue – et c'est le souhait de toute une série de Présidents de Métropole, je ne suis pas le seul dans ce cas – en précisant un collège de 31 Maires pour nous ici, et à côté un nombre d'élus qui dépendront d'une autre forme de scrutin. C'est un peu cette idée que j'ai soutenue et c'est pour illustrer le pacte de confiance des Maires. Je vous rappelle que dans un certain nombre d'intercommunalités, les Maires des petites communes ne sont pas présents au Conseil de Métropole. Je trouve que faire une réforme, oui, mais en oubliant les Communes, non.

A midi, toujours à Paris, j'ai déjeuné avec Noël Le Graët, Président de la Fédération Française de Football, et je le remercie très chaleureusement pour son accueil, pour l'organisation du Mondial de football féminin en 2019 où la Métropole a candidaté parmi onze Métropoles françaises. Nous avons échangé sur l'événement et nous recevrons une délégation pour visiter nos structures le 14 décembre, afin de mettre au point la possibilité que nous aurons de recevoir les matchs et les équipes nationales et internationales. Je n'en dis pas plus aujourd'hui, je suis volontairement elliptique car nous n'avons pas parlé ni des poules, ni des finales, ni des demi-finales. Ce que nous savons, c'est que la finale se fera à Lyon, nous en sommes sûrs, mais avant d'arriver à la finale il y a des seizièmes de finale, des huitièmes de finale, des quarts de finale, des demi-finales et des poules de sélection.

Je passe maintenant à deux sujets qui intéressent l'urbanisme. Nous avons prévu d'intégrer dans le Conseil une affaire qui concerne Juvignac et le site de Naussargues, dans le cadre de la révision du SCoT. Suite à la demande du Maire de Juvignac, qui est légitime, d'être associé à la réflexion et aux études, j'ai retiré cette affaire de l'ordre du jour et nous les étudierons lorsque nous aurons fait le tour de l'ensemble de ces études. Une nouvelle illustration du Pacte de Confiance des Maires.

Dernier point : la Ville de Montpellier et la Métropole ont été primées par l'Académie d'urbanisme européenne à Londres, où je me suis rendu il y a une semaine, avec Copenhague et Eindhoven – trois Villes qui ont été primées au niveau de l'Europe. Montpellier est la seule Ville en France qui a reçu pour l'année 2017 ce label. C'est Copenhague qui est leader, mais Copenhague ce sont 2 millions d'habitants. Montpellier n'a

pas à rougir du tout de cette place, bien au contraire. Nous sommes la seule Ville Française primée pour son urbanisme en Europe à ce jour pour l'année 2017.

Enfin, un certain nombre de dates. Je pourrais le faire sans vous le dire mais je préfère que les choses soient transparentes. D'abord, demain, nous signerons la convention avec la Caisse des Dépôts et Consignations en présence du Président national, Monsieur Lemas. Nous la signerons pour la Métropole mais aussi pour ACM.

Le 29, je tiendrai une conférence de presse sur l'avenir du CHU, au CHU de Montpellier.

Le 30, nous présenterons le nouveau Centre d'Art avec Nicolas Bourriaud, Directeur artistique de La Panacée et du Centre d'Art. Le 30, nous présenterons en Conférence de presse l'implantation du futur stade de football.

Vous voulez débattre sur l'inondabilité de la Mosson ?
C'est cela, le sujet.
Le débat, nous l'aurons en 2020.

Je n'ai pas fini.

Alex LARUE

On renvoie tout à 2020, vous décidez tout dans votre coin, et puis voilà.

Monsieur le Président

Je ne décide pas dans mon coin, je vous dis les choses.

Alex LARUE

En plus, vous revenez sur vos déclarations.

Monsieur le Président

Pas de mots comme cela, Monsieur Larue.

Alex LARUE

Vous êtes le spécialiste.

Monsieur le Président

Avant de voir 2020, nous verrons 2017.

En tout cas, j'ai fait le tour des bureaux de vote dimanche, et vous avez intérêt à modifier certains bureaux parce qu'il y a la queue partout. Les gens attendent sous la pluie.

Monsieur Larue, je vous ai donné toutes les salles demandées. Je ne vous parle pas de Pagézy ; à Pagézy, les gens étaient abrités dans le hall. Mais peut-être n'avez-vous pas fait vous-même le tour des dix bureaux de vote. Moi, je l'ai fait. Vous vous faites relayer, vous faites le tour. Quand je préside un bureau, je me fais relayer, je fais le tour.

Alex LARUE

15 heures sur place.

Monsieur le Président

Je vous le dis pour vous rendre service.

A l'école Jean-Macé, les gens faisaient la queue dehors. A l'école Anthonioz de Gaulle, les gens faisaient la queue jusque sur la chaussée. Quand on organise les élections, il faut s'occuper des citoyens.

Alex LARUE

La prochaine fois vous nous donnerez plus de salles, et on n'aura pas besoin de faire la queue.

Monsieur le Président

En tant que Maire de tous les montpelliérains, il est de mon devoir, Monsieur Larue, de vous dire que dans ces deux bureaux, plus le bureau de l'avenue d'Assas, il faut trouver des solutions physiques pour améliorer le processus.

Alex LARUE

La prochaine fois, vous nous donnerez plus de salles.

Monsieur le Président

Mais nous vous avons donné les salles que vous demandiez. Elles sont votées au Conseil municipal, Monsieur Larue, vous le savez bien, avec une convention que nous faisons aussi bien pour les Républicains que pour le Parti Socialiste.

Nous le faisons aussi bien pour les Républicains que pour le Parti socialiste, si jamais il y avait une primaire.

Monsieur le Président

Et le 2, avec mon ami Jean-Luc Moudenc, Maire de Toulouse, nous mènerons ensemble à France 3 Toulouse un débat sur la place des deux Métropoles de Toulouse et Montpellier Méditerranée dans la réforme territoriale et dans la Grande Région. Vous savez tout ! Qui a dit « .com » ?

AFFAIRE N° 1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président

Nous passons à l'ordre du jour. L'ordre du jour comprend 86 affaires. Je mets aux voix l'ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Un contre. Adopté.

L'ordre du jour est adopté à la majorité des voix exprimées (1 vote contre). A voté contre : M. D. BOUMAAZ.

AFFAIRE N° 2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 25 OCTOBRE 2016

Monsieur le Président

Vous avez reçu le PV du 25 octobre 2016, avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Pas d'observation ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Le procès-verbal de la séance du mardi 25 octobre 2016 est adopté à la majorité des voix exprimées (1 vote contre). A voté contre : M. D. BOUMAAZ.

AFFAIRE N° 3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Mme CLARAC sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 3, il s'agit des extraits de synthèse des décisions. Deux demandes d'intervention, c'est cela ? Vous voulez intervenir sur les décisions ? Sur le PV ?

Jacques DOMERGUE

Juste une intervention avant que nous attaquions l'ordre du jour, Monsieur le Président.

Le 9 novembre dernier, vous avez réuni avec Monsieur le Préfet la Commission santé dans le cadre du projet Montpellier capitale santé, ici, dans cette salle, avec quasiment la totalité des membres de la Commission, à la fois des élus et des personnalités extérieures à cette Commission.

Il était dit que la Commission auditionnerait les différents projets qui devaient être soumis à l'approbation de notre assemblée et également de l'Etat, puisque c'est l'Etat qui finance, et à ce jour, nous n'avons pas entendu parler d'une quelconque réunion puisque la *deadline* pour que les projets soient déposés se situe à la fin du mois.

J'ai appris incidemment qu'il y avait eu une réunion technique entre du personnel de la Métropole – apparemment, j'ai eu Chantal Marion au téléphone, elle n'était pas informée –, également du personnel technique de l'Etat, pour auditionner les différents projets, donc, je suppose, pour décider de l'affectation des crédits et de ceux qui seront ou pas financés.

Je suis surpris par la méthode, je vous le dis franchement. Ce n'est pas comme cela que les membres de la Commission imaginaient pouvoir participer et travailler sur ce dossier. Certes, c'est un peu précipité dans la mesure où l'Etat attend une réponse avant la fin du mois, mais tout de même, nous avons trois semaines pour nous réunir, auditionner les projets et intéresser les membres de la Commission. Je crois que si vous voulez que cette Commission fonctionne, il est absolument indispensable qu'y soient associés tous les membres de la Commission sur des sujets aussi importants que cela, puisque la somme annoncée par Monsieur le Préfet et que vont se répartir les différents candidats se situe aux alentours de 7 millions d'euros. Ce n'est pas négligeable.

Monsieur le Président

7 100 000.

Jacques DOMERGUE

Cela peut être une amorce pour le projet Montpellier Capitale Santé. Je voulais le dire publiquement devant cet auditoire parce que je crois qu'il faut que nous mettions un mode de fonctionnement démocratique, certes, mais surtout efficace. Si les membres de la Commission, qui sont nombreux, veulent s'investir, c'est parce qu'ils souhaitent participer au projet santé qui est un des piliers forts de votre programme. Monsieur le Président, j'aimerais des explications sur ce sujet.

Monsieur le Président

Je vais vous en donner. Vous l'avez dit vous-même : il s'agit là de fonds de l'Etat. 7,1 millions ont été attribués dans le cadre du plan Etat Métropole, que j'ai obtenus grâce à mon ami Manuel Valls et à Jean-Michel Baylet, Ministre des Collectivités territoriales. Cela s'est joué à Lyon en présence du Maire de Lyon, Président de la Métropole, Gérard Collomb.

Ces 7,100 millions seront portés sur un certain nombre de projets. Ces projets ont dû être préalablement étudiés techniquement par les services de l'Etat. C'est tout. Moi-même je n'étais pas présent à cette Commission. Madame Marion n'était pas au courant. Cela s'est joué techniquement entre les services pour voir quels étaient les projets susceptibles de recevoir ces financements. Nous en sommes là.

Vous ne pouvez pas supplanter l'administration d'Etat, Monsieur Domergue. Chacun doit jouer à sa place sur le terrain. Moi-même, je ne parle pas à la place de Monsieur le Préfet. Je n'étais même pas invité. Nous ne sommes peut-être pas capables ici d'avoir tous les éléments pour juger de tels projets en conscience et en responsabilité. Il faut laisser les administratifs compétents donner leur avis technique sur un certain nombre de dossiers, c'est tout simple. C'est une réunion technique.

Jacques DOMERGUE

Les membres de la Commission n'auront même pas été informés. Ils n'auront même pas auditionné les candidats. Je veux bien que ce soit l'Etat qui donne les crédits, mais nous sommes la Métropole et c'est à nous, Métropole, de décider quels dossiers nous souhaitons retenir ou pas. L'Etat a son mot à dire, il n'y a aucun problème là-dessus, mais ou la Commission est effective et fonctionne, ou alors elle est là pour faire joli et elle ne sert à rien. C'était un bon début, un bon départ pour cette Commission. Je trouve que le départ est loupé.

Monsieur le Président

Il n'a pas été loupé ! Quand on est capable d'obtenir 7,1 millions d'euros, vous ne pouvez pas me dire que c'est loupé. Nous sommes la seule Métropole qui dans son contrat Etat-Métropole a obtenu la thématique capitale santé : vous ne pouvez pas dire que c'est loupé. Ce n'est pas loupé, mais il y a des phases techniques et ensuite, tout cela viendra au vote devant les assemblées, et au choix des assemblées, lorsque les propositions techniques de l'Etat seront faites. Ce n'est pas à la Commission transversale capitale santé de se mettre à la place des services techniques de l'Etat et de la Métropole, je suis désolé.

Globalement, ce sont l'ARS, les services du Préfet, ce sont les services de l'Etat qui gèrent cela. D'ailleurs cela s'est fait à la préfecture, cela ne s'est pas fait à la Métropole. Il y avait les services de l'Etat. Mais vous voyez, je ne le sais même pas, c'est vous dire ! De toute façon, Monsieur Domergue, si nous nous proposons de financer des projets comme cela, c'est pour que nous arrivions à faire éclore de nouvelles initiatives intelligentes pour les citoyens. Nous ne le faisons pas pour nous. Moi, je ne le fais pas pour moi. Je le fais pour les gens. Je considère que Montpellier capitale santé est un succès total. 7,1 millions d'euros, et le contrat Etat-Métropole, seule Métropole en France qui a désigné la santé comme fil conducteur.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N° 4 : HORS COMMISSION – CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES LANGUEDOC-ROUSSILLON MIDI-PYRENEES – MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES SUR LA GESTION DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER RELATIVE AUX EXERCICES 2010 ET SUIVANTS

Mme CLARAC entre en séance.

M. TORTORICI sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 4, Chambre Régionale des Comptes. J'aurais pu mettre cette affaire en dernier, mais j'avais peur que vous soyez fatigués et que vous ayez quitté l'hémicycle. Je l'ai mis en premier, comme cela chacun pourra s'exprimer.

Je vais vous dire mon état d'esprit sur ce rapport. Je n'ai pas du tout l'intention de polémiquer. Des choses ont été dites pendant la campagne, c'était la campagne. La seule chose sur laquelle je reviendrai est Unlimited. Unlimited a été évalué à 2,6 milliards d'euros par la Chambre Régionale des Comptes. Je considère qu'il faudrait, pour être vraiment précis sur le sujet, ajouter la campagne Montpellier, Rare par excellence, c'est comme cela qu'elle s'appelait, globalement évaluée à 2 millions d'euros, un peu plus, qui n'a pas été comptabilisée dans cette somme parce qu'elle était différente, même si les chartes graphiques, chartes couleurs étaient les mêmes. Je m'arrêterai là parce que je ne souhaite pas polémiquer. Je souhaite emprunter une phrase que dit un Sénateur bien connu dans cette assemblée : « *En politique, le jour le plus important, c'est demain.* » Vous avez la parole.

Qui veut s'exprimer ? Madame Brissaud. Ensuite ? En plus, nous pourrions le faire avec Monsieur Revol parce que nous avons voté contre, nous sommes les seuls dans cette assemblée à l'avoir fait, avec Max. Nous avons voté contre, nous pourrions polémiquer, mais j'ai choisi d'être sage. Ont demandé la parole Madame Brissaud, Monsieur Revol, Monsieur Rouilleault et Monsieur Moure. Madame Brissaud, allez-y.

Anne BRISSAUD

Sur ce rapport, Monsieur le Président, chers collègues, il y a pas mal de choses à dire. J'ai entendu qu'il ne remettait pas forcément en cause beaucoup de choses, mais quand on regarde dans le détail, on se rend compte qu'il met en particulier en lumière une très mauvaise gestion de l'argent public. Quand je dis « *mauvaise gestion* », je dirais même que c'est scandaleux, la façon dont cela a été géré jusque-là.

Bien entendu, ce n'est pas vous qui étiez aux manettes, Monsieur le Président, mais les socialistes de l'équipe précédente. Si l'on veut être honnête, on peut aussi se dire que c'est intéressant de revenir sur ce rapport parce qu'aujourd'hui il est définitif. On constate que le taux d'endettement des habitants de la Métropole est à 2 000 euros par habitant. C'est énorme. Nous sommes au double du taux d'endettement de toutes les communes comparables à Montpellier et sa Métropole, puisque le taux national est de 1 000 euros. Je pense qu'il y a quelque chose à faire. Je vais vous demander ce que vous avez prévu de faire pour baisser ce taux d'endettement.

Ensuite, nous voyons que la capacité de remboursement est passée de sept à neuf ans. C'est aussi quelque chose de très important puisque nous avons progressé de 30 %.

Monsieur le Président

C'est le financement des quatre lignes de tramway, c'est pour cela que faire la cinquième est compliqué.

Anne BRISSAUD

J'espère que nous ne la ferons pas, pour tout vous dire. Nous pouvons continuer à regarder ce qu'il y a : des garanties d'emprunt à 100 %, je pense que là on préjuge beaucoup de l'avenir et qu'il y a des choses à faire pour ne pas être aussi confiants sur l'avenir, d'autant plus que nous aurions pu profiter de la croissance démographique, et qu'en fait il n'en est rien, au contraire. Au lieu de profiter de cette augmentation démographique et de baisser les charges ou de désendetter la collectivité, on a continué à endetter la collectivité, et on n'a surtout pas fait d'économies.

Je veux dire que de 2010 à 2014, on constate une augmentation des charges, une mauvaise gestion du personnel. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le rapport, et comme certains en doutent, je l'ai lu – je sais lire, j'ai appris à lire à Montpellier, Monsieur le Président –, je peux vous dire que cette gestion est catastrophique.

Nous avons des représentants de l'équipe précédente : peut-être qu'ils vont nous expliquer ce qui s'est passé, et comment il se fait que nous en soyons arrivés à ce point-là avec autant de gaspillage de l'argent qui n'est pas le leur, qui est celui des habitants de la Métropole et qui va concerner de plus en plus de personnes. Si passer en Métropole, si augmenter le nombre de la population sans cesse ne sert pas à améliorer les conditions de vie de chacun, ne sert pas à baisser les charges, à baisser les impôts, à libérer l'activité, je ne vois pas à quoi cela sert de toujours chercher à être plus nombreux. Voilà ce que je voulais dire ici. D'autant plus que la Cour des Comptes nous rappelle aussi que nous disposons d'outils de gestion ; dans une Métropole, on a des outils et des techniques qui nous permettent de vérifier où on en est, de contrôler les dépenses.

Nous voyons, en ce qui concerne par exemple Montpellier Unlimited, que l'on n'a pas du tout utilisé ces outils et que les estimations n'ont pas su être faites à hauteur de ce qui était représenté puisqu'ils ont dû faire les calculs plusieurs fois et que l'équipe précédente n'était absolument pas capable de donner le chiffrage exact de ce projet.

Ensuite, il y a le projet de subvention sur cette association touristique dont nous parlerons dans l'affaire 46 – je n'en parlerai pas ici, nous le verrons tout à l'heure.

Notre question que je peux vous poser : toutes les recommandations de la Cour des Comptes ont-elles été suivies ? Allez-vous changer de méthode et ne pas suivre l'enseignement de vos anciens collègues pour arriver à sortir Montpellier de cette impasse et de cette hémorragie financière ?

Monsieur le Président

De mes anciens camarades, il faut dire.

Anne BRISSAUD

C'est vous qui choisissez ce mot, ce n'est pas moi. Voilà pour le minimum de ce que je voulais dire.

Monsieur le Président

Merci Madame Brissaud. Je passe la parole au suivant qui me l'a demandée, Monsieur Revol.

René REVOL

Je ne pense pas que ce soit le lieu pour mener un débat d'orientations budgétaires. Nous l'aurons début janvier. Il n'est a priori pas aberrant pour une collectivité d'augmenter son investissement et de faire un arbitrage qui lui permet d'avoir un endettement avec un ratio inférieur à dix ans.

Je signale simplement que la baisse de la dépense publique et surtout de la dépense publique d'investissement se paye généralement fortement en termes d'emploi sur le territoire sur lequel on est. Je ne pense pas que c'est sur ce terrain qu'il faille critiquer la gestion précédente. Cela me paraît délicat de le prendre sous cet angle. Je voulais surtout dire que ce rapport est très instructif ; comme vous l'avez dit, il conforte les critiques que nous avons portées sur certaines dépenses de communication, et celles-là, il faut les identifier. Je partage, Monsieur le Président, votre point de vue : c'est inutile de faire des polémiques à l'infini sur ce qui s'est passé puisque l'important c'est demain ou, comme disait Marc Aurèle : « *Vivez chaque jour comme si c'était le dernier.* »

Monsieur le Président

Merci Monsieur Revol. Monsieur Rouilleault.

Henri ROUILLEAULT

Monsieur le Président, dans le sens de ce que vient de dire Monsieur Revol, il faut se tourner vers l'avenir. Par ailleurs, comme il y a un débat ce soir tard qui nous intéresse tous, il faut être brefs dans nos interventions. Je dirais juste qu'il n'y a pas de loup énorme soulevé par ce rapport ; il y a en revanche une dizaine de propositions concrètes construites sur la période 2010-2014. Nous ne sommes irresponsables que pendant les derniers mois. Je pense que cela vaudrait le coup que nous ayons un tableau la prochaine fois avec les remarques de la Cour des Comptes, ce qui a déjà été engagé dans le sens de ces remarques en 2015 et 2016, et ce qui peut l'être d'ici la fin de la mandature.

Et cela concerne notamment bien sûr la question des subventions dont nous reparlerons tout à l'heure.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Rouilleault. Monsieur Moure.

Jean-Pierre MOURE

Monsieur le Président, chers collègues, ce rapport est important, comme tout rapport de la Chambre des comptes. Je dirais que c'est une procédure normale telle que le prévoient les règles financières, que d'amener la Chambre des Comptes à porter un regard sur les éléments de gestion des années qui précèdent, toutes collectivités confondues, au niveau des collectivités principales que sont les Régions, les Départements, les Intercommunalités.

Dans un rapport de cette épaisseur et de ce détail, on peut toujours trouver matière à polémique, etc. J'entends, dans ces rapides propos, prendre de la hauteur par rapport à ce qui est déterminant dans l'analyse de la Chambre des comptes. Je vois que dans l'analyse longue à laquelle ils ont procédé, avec maintes allées et venues entre eux-mêmes et les services de la Métropole anciennement Agglomération, on passe beaucoup de temps. Ce qui parfois me fait dire qu'il vaudrait mieux laisser réellement travailler dans le temps les services à l'avenir, comme cela a été évoqué. Nous perdons beaucoup de temps sur l'administratif.

Mais je relève, de cette analyse, la fiabilité des comptes, l'information financière et budgétaire satisfaisante de par la qualité des informations et des données, l'information financière et comptable transparente quant à ces mêmes données, la situation financière, Madame Brissaud, saine, avec un excédent brut représentant

30 % des produits de gestion, la capacité de désendettement maîtrisée. Ce ne sont pas 2 000 euros ; quand on cite des chiffres, il est important également de citer la réponse que formulent les services. Si vous enlevez, parce que nous n'étions pas en double gestion à ce moment-là, les crédits transport, et si nous mettons en parallèle les investissements importants réalisés au point de vue transport, nous sommes à un niveau de 800 et quelques euros – la moyenne française étant à 1 000 –, et non pas 2 000 comme vous l'évoquez et comme cela a été cité à tort par la Chambre des comptes. Fonds de roulement en progression et trésorerie positive.

Ensuite, il y a un certain nombre de points sur les ressources humaines, sur AMETYST, qu'a tenu à analyser de manière plus précise la Chambre des comptes, sur lesquels les éléments de réponse de la part des services sont en contradiction avec des apparences de constat qu'a pu tirer dans un premier temps la Chambre des comptes. Notamment sur AMETYST, nous pourrions préciser qu'il y a eu des années difficiles après le lancement de cet équipement. Au vu de l'importance de l'équipement, au vu de l'évolution démographique et au vu de l'évolution des techniques à maîtriser en permanence au quotidien, ces difficultés techniques liées à l'incendie ont amené une perturbation dans le cycle normal.

Mais aujourd'hui, je constate qu'après les mesures qui ont été prises, notamment le nouveau contrat signé, l'institution que nous représentons ici se trouve dans une situation positive par rapport à ces règles d'assainissement. Notamment, nous sommes au niveau des objectifs fixés en termes de valorisation énergétique et de valorisation matière. Nous devrions être a priori, d'ici 2017, à 33 000 tonnes de compost produit. Je vous signale également que l'usine permet d'assurer le chauffage et la chaleur eau chaude pour tout un quartier de 2 400 logements, plus la clinique récente qui vient de s'implanter. Globalement, je considère que l'on peut toujours trouver des éléments de critique, de remarque, mais je me satisfais du rapport de la Chambre des comptes. Il montre que l'Agglo devenue ensuite Métropole est une institution qui compte, qui est le noyau dur de l'investissement sur le territoire, comme cela a été évoqué. Sans investissement, les lendemains risqueraient d'être difficiles. Heureusement qu'ils ont été assurés.

Par ailleurs, par rapport à Unlimited, Monsieur le Président, sans vouloir polémiquer, je suis d'accord avec vous là-dessus. Nous ne sommes pas dans la campagne, mais entre le chiffre que retient la Chambre des comptes, qui est celui de 2,6 millions, et celui que vous aviez pu évoquer dans une information de presse de 11 millions, il y a quand même un écart. La décision a été prise, vous avez arrêté Montpellier Unlimited.

Je pense que nous aurions pu le continuer car la Chambre des Comptes dit : « *Pourquoi n'est-on pas allés au bout des dix ans pour mesurer l'impact de cette action ?* » Je pense que ce n'est pas du tout incompatible avec French Tech. French Tech s'applique avec plus ou moins de succès – ici un très bon succès – à l'ensemble des métropoles françaises, mais Unlimited aurait permis d'embrasser ensemble des secteurs d'activité, et pas uniquement au niveau du numérique.

Je rappelle qu'il y avait 3 000 entreprises concernées, 7 000 ambassadeurs, et que par ailleurs cela permettait de conforter l'approche très soudée de l'ensemble des secteurs économiques de la Métropole de Montpellier pour faire un penchant d'équilibre et d'efficacité vis-à-vis du pôle industriel de Toulouse. Ce qui fait que je considère que c'est peut-être une erreur d'arrêter Unlimited, mais je ne reviens pas sur la polémique.

Voilà ce que j'avais à dire sur ce rapport. Je voudrais que toutes les collectivités de l'importance de l'agglomération de Montpellier se situent en termes de résultats préparant l'avenir, parce que c'est cela qu'il faut regarder. La gestion que nous venons d'analyser fait suite à celle des années antérieures, avant 2014. Celle-ci prépare de manière très utile les années qui sont devant nous, et l'on sait que dans le contexte actuel, ces années sont assez tendues, difficiles quant à l'avenir et l'équilibre des collectivités locales. Voilà ce que je voulais dire.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Moure. Madame Brissaud, dites un mot puis je dirais trois phrases de conclusion et une phrase poétique.

Anne BRISSAUD

Je voudrais juste répondre à Monsieur Moure qui m'interpelle – qui a apporté une réponse. Je trouve assez particulier de dire que mes chiffres ne sont pas bons : ils sont pris sur ceux de la Cour des Comptes qui ne sont pas bons non plus. Je trouve que cet argument est un peu limite.

Sur le reste, je voulais vous dire aussi que nous ne pouvons pas nous satisfaire d'une situation comme cela. Vous avez l'air de vous glorifier de tout ce que vous avez fait, que Montpellier Unlimited n'était pas si terrible que cela. Je pense que si Monsieur Saurel l'a arrêté, ce n'était pas pour rien et je pense que cette hémorragie, il fallait l'arrêter quoi qu'il arrive.

Monsieur le Président

Si vous continuez, je vais vous soutenir pour les législatives. Je vous l'ai déjà dit mais cela en prend le chemin.

Anne BRISSAUD

Si vous voulez que nous arrêtons de parler du passé, il faut d'abord prendre des conclusions qui sont de toute façon basées sur le passé. Je suis désolée. Un bilan est fait, nous avons aujourd'hui le document définitif. Si nous l'avions eu avant, nous aurions fait ce constat avant. Aujourd'hui, nous pouvons dire que la Cour des Comptes a tranché.

Vous dites que ce n'est pas si mal que cela, etc., mais nous avons l'habitude de l'autosatisfaction des socialistes. Je pense qu'à un moment donné il faut arrêter de s'autosatisfaire et aller voir l'avenir. Je pense que nous pouvons laisser faire certaines choses aux professionnels. Nous voyons bien que sur la communication vous avez dépensé sans compter, et que la Cour des Comptes vous a épinglés là-dessus aussi. Les frais de communication, les frais de bouche, etc., cela a été noté. Après nous avons parlé de l'absentéisme, une mauvaise gestion du personnel, cela a été noté aussi. Nous pouvons aller dans le détail de ce rapport.

Sur le reste, quand on dit qu'on laisse faire aux professionnels, je pense qu'il y a des compétences que nous pouvons éviter de prendre si elles coûtent plus cher que ce qu'elles rapportent parce qu'aujourd'hui nous n'avons plus les moyens d'avoir certaines compétences – je pense notamment à la culture et à d'autres. Est-ce qu'il ne faudrait pas laisser faire aux professionnels, à d'autres collectivités qui sont obligées d'avoir ces compétences et que nous ne sommes pas obligés d'avoir, pour nous concentrer au contraire sur nos obligations et sur ce que nous devons rendre comme services aux habitants de notre territoire ?

Pour cela, nous ne sommes pas encore excellents dans tout. Il y a encore des progrès à faire, nous n'avons pas beaucoup d'argent pour le faire. Nous devons baisser les impôts en priorité et baisser les charges ; quand nous aurons réussi cela, peut-être pourrons-nous faire de nouvelles dépenses. Mais pour l'instant, faisons des économies. Axons-nous sur le principal et les priorités de la Métropole. Nous en avons déjà beaucoup.

Monsieur le Président

Merci Madame Brissaud. Monsieur Bonnal, vous avez été mis en question par Madame Brissaud.

Pierre BONNAL

Juste un mot rapide sur l'absentéisme maladie ou autre – je suis dans le rapport, Madame. Retenez quand même que l'absentéisme, pour 10 %, c'est la faute des femmes enceintes. C'est écrit, Madame ! Voulez-vous que je vous le retrouve ? Cela doit être vers la page 48 ou 49. Ce n'est pas n'importe quoi, c'est écrit noir sur blanc. Dites cela à la Cour des Comptes, pas à moi. Ce sont eux qui les comptent, ce n'est pas nous.

Monsieur le Président

Je crois que tout a été dit sur le sujet. Si vous voulez, nous allons poursuivre. Simplement, sur les chiffres, Unlimited a été reconnu à 2,6 millions, mais si nous ajoutons l'autre campagne sur Montpellier Rare par excellence, nous sommes 5 à 6 millions d'euros. Mais la Cour des Comptes n'a pas jugé utile de mettre dos à dos les deux campagnes : elles sont différentes, mais elles ont des trames et des *teasings* identiques. C'est

ce que nous avons dénoncé avec René. L'incident est clos. C'est un autre temps qui s'ouvre à nous. Je dis que le temps est au rassemblement. Il est à la reconstruction. Voilà ce que je voulais vous dire.

Monsieur le Président

Vous n'avez pas besoin de voter, c'est un prendre acte. On ne parle pas après le Président, Madame Bouallaga ! J'ai fini. Une phrase.

Madame Bouallaga, allez-y !

Sabria BOUALLAGA

C'est l'apothéose. Parce que je suis enceinte, j'ai le droit de parler ? C'est super, tombez toutes enceintes si vous voulez parler Mesdames, sinon vous la fermez.

Monsieur le Président

S'il vous plaît, nous allons en arriver à dire des choses idiotes. Madame Bouallaga, allez-y, une phrase.

Sabria BOUALLAGA

Monsieur Revol, tout à l'heure, a dit qu'il fallait regarder devant, moi je citerai Paulo Coelho, qui dit qu'il y a un temps pour coudre et pour découdre. Décousons ce qui a été fait et faisons de nouvelles coutures. C'est tout.

Monsieur le Président

Je vous demande d'en prendre acte.

Le Conseil prend acte.

AFFAIRE N° 5 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – DECLARATION DE PROJET AVEC MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ – EXTENSION DOMAINE DE VERCHANT – ENGAGEMENT

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire 5, développement aménagement durable, déclaration de projet avec mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Castelnau-le-Lez. Qui demande à Madame Jannin des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Deux contre. Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre). A voté contre : M. D. BOUMAAZ

AFFAIRE N° 6 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – DECLARATION DE PROJET AVEC MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN D'OCCUPATION DES DOLS DE LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE – LE PARC MONTEILLET – APPROBATION DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 6, déclaration de projet avec mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Dols de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone. Qui veut des explications auprès de Stéphanie Jannin, Vice-Présidente ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Un contre.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1

vote contre). A voté contre : M. D. BOUMAAZ.

AFFAIRE N° 7 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION N° 3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE LATTES – APPROBATION

M. TORTORICI entre en séance.

M DUDIEUZERE sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. G. PASTOR.

M. JAOUL sort de séance.

M. BOUMAAZ sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Affaire 7, modification numéro 3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lattes. Monsieur Fourcade a demandé la parole. Monsieur Fourcade, vous avez la parole et Monsieur Meunier a la parole. Monsieur Fourcade.

Jean-Noël FOURCADE

Merci Monsieur le Président. Chers élus, comme vous le savez je suis opposé à ce projet, je me suis déjà exprimé dessus. Le projet Hauts de Lattes est un programme immobilier qui est venu se greffer sur celui d'Ode à la mer. Ode à la mer, en deux mots, est la mise en œuvre d'un pari ambitieux qui est celui de restructurer des zones commerciales désuètes, de les dynamiser, d'y implanter des logements et d'y créer une vie de quartier tout le long de l'avenue de la Mer. On préserve le foncier, on embellit l'entrée de Montpellier, on donne un sens à l'avenue de la Mer, j'y souscris à 100 %.

Mais le projet des Hauts de Lattes n'entre pas dans cette dynamique. Il n'est pas situé le long de l'avenue de la Mer, il ne s'insère pas dans une zone commerciale existante et il consomme du terrain agricole qui est très rare de ce côté-ci de la Métropole. Il faut en finir avec la politique de l'étalement urbain. Cette rupture avec l'étalement urbain, c'est l'esprit du SCoT aujourd'hui. Cette rupture est ce qui fait qu'Ode à la mer est un pari novateur.

Pour que tout le monde visualise le futur quartier de Lattes, c'est venir construire sur le point culminant de la Commune. C'est venir éventrer les coteaux de la Lironde avec deux immeubles qui vont arriver sur la crête. C'est venir, je l'ai déjà dit, détruire de l'espace agricole et de l'espace naturel. Comment peut-on aujourd'hui avoir une idée pareille ? Pour moi, c'est un non-sens.

Comprenez-moi bien : je ne m'oppose pas au projet par politique politicienne, mais parce que ce projet va à l'encontre de mes convictions et de ce qui m'anime aujourd'hui. J'entends les arguments de Monsieur le Maire : il faut construire des logements rapidement, il y a urgence. Mais d'autres terrains peuvent être ouverts à l'urbanisation sur la Commune. J'entends aussi que les Hauts de Lattes sont un programme haut de gamme qui a poussé très loin son insertion dans l'environnement, mais cinquante jeunes arbres sortis de pépinière et plantés le long des voies ne remplaceront jamais un gros arbre implanté au milieu d'une friche. Des espaces verts ne remplaceront jamais des espaces naturels.

Heureusement, dans notre pays il existe des lois et des règles qui sont là pour protéger des secteurs comme celui des coteaux de la Lironde. Il y a la loi Littoral d'abord. La loi Littoral a trente ans cette année, elle a été mise en place pour éviter le mitage du paysage vu depuis le littoral. Je n'ai pas la même lecture que vous de cette loi Littoral. Pour moi, elle est très claire : on ne peut construire qu'en continuité d'une zone déjà urbanisée. Le périmètre des Hauts de Lattes n'est pas en continuité avec la zone urbanisée de Lattes centre, ni même avec celle de Boirargues, comme l'on cherche à le démontrer dans le rapport. Pour moi, ce projet ne respecte pas la loi.

Il y a aussi les lois issues du Grenelle de l'environnement. Sur ce secteur, je vous ai déjà alertés : il y a des chirotières, des oiseaux, de la faune sauvage protégée. Vous vous appuyez sur des études écologiques me-

nées il y a plus de trois ans, qui ont été faites pour la ZAC Ode acte 2, pour dire qu'il n'y a pas d'impact sur ces espaces-là, mais pour moi ces études doivent être aujourd'hui réactualisées. Des dérogations CNPN concernant les espaces protégées doivent également être obtenues avant d'intervenir sur le site.

Enfin il y a le SCoT, document-cadre qui s'applique sur toute notre Commune. Sur ce secteur des Hauts de Lattes, le SCoT est très clair. Nous sommes en zone de construction d'intensité B et il y a des orientations très claires en termes de typologies d'habitation : des petits immeubles sans ascenseur, des habitats groupés de type maisons multifamiliales, des maisons individuelles en bandes. Indéniablement, le projet des Hauts de Lattes tel qu'il est présenté aujourd'hui n'est pas compatible avec les orientations du SCoT.

Enfin, c'est le dernier point mais c'est le plus important : un quartier comme celui-là, avec à terme 2 000 logements si nous en croyons les délibérations, on le construit avec l'architecte, avec les économistes, avec les services de la Métropole, on le regarde avec le Préfet. Mais la règle de base : notre mission première d'élus est de travailler pour les citoyens, avec les citoyens.

Ce projet n'aboutira pas, pas en raison de la loi Littoral ou du SCoT, mais parce que ce projet s'est fait sans les Lattois. Pas une seule réunion publique pour le présenter. Il y a eu une réunion de présentation de la ZAC, mais c'était la présentation des aménagements, pas du tout du projet des Hauts de Lattes. Pas un seul encart dans le journal communal, aucune communication avant l'enquête publique. ZAC, zone d'aménagement concerté : où est passé le C de concertation ? Je ne vous parle pas de coconstruction, juste de concertation. Il n'y a même pas eu le niveau 0, donner a minima de l'information. Je suis navré, ce n'est pas ma vision de faire de la politique de terrain et c'est pour toutes ces raisons, Monsieur le Président, que je voterai contre cette délibération. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Fourcade. Monsieur Meunier, Maire de Lattes.

Cyril MEUNIER

J'avais demandé la parole, j'attendais ce qu'allait dire Jean-Noël Fourcade. Nous avons débattu pendant pratiquement deux heures hier au Conseil municipal et a priori, il n'a rien retenu.

Monsieur le Président

Monsieur le Maire, pour une fois laissez-moi prendre un peu de plaisir en faisant la remarque suivante : nous n'allons pas débattre des affaires latto-lattoises. D'habitude on nous le dit à nous !

Cyril MEUNIER

C'est ce que j'allais te dire. Ce n'est pas sympa parce que tu m'as bouffé mon truc. Nous sommes tellement habitués depuis deux ans à avoir des débats montpelliéro-montpelliérains – mais vous vous êtes un peu calmés, cela s'est amélioré –, que je vais vous faire un énorme cadeau ce soir : vous n'assisterez pas à un débat latto-lattois.

Vous avez écouté Jean-Noël Fourcade, il est plein d'enthousiasme. Je le regardais, je me regardais, je me trouvais beaucoup plus vieux que lui, et après j'ai réalisé que j'étais vraiment beaucoup plus vieux que lui. J'ai quinze ans d'expérience, il a la force de l'arrivée en politique, mais c'est devant les tribunaux a priori qu'il va entraîner ce projet. C'est dommage parce que les Hauts de Lattes ont toujours fait partie d'Ode et que cela va nous faire perdre du temps. J'espère que la justice nous fera rapidement prendre une décision dessus, quelle qu'elle soit d'ailleurs. Je ne présage pas des décisions de justice, surtout en ce domaine.

Je quitte le débat latto-lattois. Je voudrais juste dire une chose : nous sommes ici en intercommunalité forte, une des principales métropoles, et si vous lisez les très bons documents que vous nous avez donnés – sur la table il y a vraiment de très bons documents sur la présentation de Montpellier –, nous sommes une des Mé-

tropoles les plus dynamiques en matière d'urbanisme, les plus raisonnées en matière d'urbanisme, tu l'as dit – tu es allé récupérer un prix, même si ce n'est pas le premier, qu'importe, à Londres.

Nous avons une réelle maîtrise du foncier, de l'aménagement, et cela depuis des années. Il ne faut pas tout brûler du passé. Nous avons un passé glorieux et qui va inscrire notre présent et notre avenir, mais soyons très honnêtes, nous sommes en débat national. Est-ce qu'un jour nos politiques nationaux vont se rendre compte que pour faire tourner un pays comme le nôtre il faut donner de l'argent à la justice et aux forces d'examen, les experts, etc. ? Tous ces recours, qu'ils soient des recours appelés par la volonté de préserver des intérêts acquis, tous ces recours qui attaquent les promoteurs pour avoir des sommes sous la table, tous ces recours liés à des visions politiques différentes, retardent excessivement la dynamique de développement de nos territoires, la dynamique de développement de nos économies.

Quant à la loi Littoral, j'étais lundi au lancement de la mission Littoral 21, la continuité faite par Racine, envoyée par Manuel Valls. Nous étions plusieurs Maires, dont Gilles d'Ettore et d'autres, et nous avons dit aux représentants de l'Etat qu'à un moment donné il allait falloir que les politiques nationales – pas les services de l'Etat parce qu'ils font ce que la loi leur demande et l'interprétation de la loi Littoral n'est pas partout la même – osent attaquer la refonte de cette loi Littoral. Elle est notoirement excessive sur nombre de choses, et elle freine aussi le développement.

On ne peut pas raconter que le littoral français, sur la Méditerranée comme sur l'océan, est un des grands atouts de notre pays, et que c'est à ce niveau-là que nous sommes en capacité d'avoir de l'attractivité et du développement économique, et sanctuariser, par peur de passer pour des criminels, les territoires au point où cela l'est.

Dernier petit point (cela nous avait été fait remarquer par l'Etat) : dans le cadre de l'enquête publique, nous avons descendu le projet, sur deux immeubles sur douze – MGF, nous l'avons descendu de nous-mêmes – de 50 mètres à 35 mètres. Cela veut dire que l'on ne verra pas MGF de l'étang, contrairement au Liner, contrairement à certaines réalisations en bord d'étang dans pratiquement toutes les communes, contrairement au magnifique parking de notre nouvel ami Christian Jeanjean au bord de l'étang de l'Or, contrairement à différentes choses.

Il y a un moment donné où nous à Lattes, nous sommes remarqués pour beaucoup de choses et en particulier pour la préservation naturelle du Méjean. Nous avons été titrés au niveau national par Tourisme handicap, nous avons eu le premier prix. Nous sommes la seule et unique Commune en dessous de 20 000 habitants à mettre autant d'argent dans la préservation des espaces naturels avec le Conservatoire du littoral.

Alors de grâce, surtout après le passé de nos prédécesseurs qui sont les principaux soutiens de cette jeune garde fougueuse que j'ai dans mon dos, je ne veux pas endosser la casaque du Maire bétonneur. Regardez mon historique en quinze ans, regardez leur historique. Quand on est porté par ces gens-là, au moins on essaye d'avoir un peu de tenue dans la critique du Maire qui a sauvé des eaux Lattes et a conforté sa politique environnementale. Je vous remercie, je m'arrête là.

Monsieur le Président

Tout le monde veut parler après vous, Monsieur Meunier. Il y a Madame Brissaud, Madame Jannin, après j'arrête.

Anne BRISSAUD

Je trouve cela très regrettable, Monsieur le Maire de Lattes, que vous refusiez le débat dans cette enceinte. Justement il s'agit d'une Commune de la Métropole ; ce sujet est mis à l'ordre du jour de la Métropole et pas seulement de la Commune. Votre argument sur l'âge de notre collègue est très limite : il est élu comme nous tous, et l'âge n'a absolument rien à voir avec l'expérience, malgré ce que vous en pensez. C'est sûr

que quand on est un peu plus âgé, on peut imaginer que certains ont plus d'expérience, mais aussi peut-être plus de sagesse, et ce genre d'argument n'est pas digne d'un élu de la République, il me semble.

Sur le reste, sur l'affaire, j'aurais aimé entendre plus d'arguments et plus de débat. J'ai entendu, comme Monsieur Fourcade, des habitants se plaindre de ce projet. Sur ce projet-là je m'abstiendrai, au moins en attendant la fin des débats des habitants, et peut-être du procès s'il doit y avoir un procès. Merci.

Monsieur le Président

Merci Madame Brissaud. Madame Jannin.

Stéphanie JANNIN

Monsieur le Président, chers collègues, au-delà du débat latto-lattois qui est normal – je crois que ce sont des projets importants –, nous nous inscrivons dans un urbanisme réfléchi, durable, qui porte des valeurs environnementales à l'échelle de la Métropole, avec une préservation des espaces naturels, tout en répondant à l'enjeu de l'accueil des populations. Cette croissance démographique que nous avons, je le rappelle, a tendance maintenant à être plus liée à notre solde naturel que migratoire, c'est-à-dire, Madame Brissaud, à tous les bébés que nous faisons, et je crois que c'est formidable.

Ces bébés deviendront grands et quand ils seront grands, ils auront besoin de logements. Donc, nous devons concilier tous ces paramètres : la préservation de l'environnement, la croissance démographique, et puis les grands défis environnementaux qui sont les nôtres. Nous avons glané beaucoup de débats autour du projet Montpellier Métropole Territoires, avec l'ensemble des Maires, des élus, depuis un an, et nous vous en ferons les retours lors d'un prochain Conseil métropolitain.

Le projet des Hauts de Lattes, pôle autonomie, s'inscrit dans le projet global d'Ode à la mer qui est un projet d'intérêt métropolitain, puisqu'il a été défini dans le projet d'aménagement et de développement durable du SCoT en 2006 comme étant un site stratégique de la Métropole. C'est à ce titre que la Métropole est investie sur ce sujet. Ce projet global porte sur en tout 250 hectares. Non pas 250 hectares qui seront urbanisés, mais 250 hectares qui sont réfléchis dans leur globalité, avec une part de préservation d'espaces naturels, une part de construction, une part de réalisations mixtes dont la première pierre sortira – Ode acte 1, dont nous avons déjà débattu dans cette enceinte – sur la Commune de Pérols. Ce projet dans sa globalité permettra aussi de rendre à la nature 10 hectares de zones d'activités commerciale sur la zone du Fenouillet, qui ont été construites en leur temps en zones inondables.

Aujourd'hui, cette action publique d'Ode à la mer permet de réparer ces situations et de réparer aussi ces paysages d'entrée de Ville abîmés par ces constructions commerciales il y a quelques décennies. C'est un défi très important et c'est normal que cela fasse débat, c'est normal que les populations s'expriment là-dessus, c'est normal que cela fasse débat au sein d'un Conseil municipal ou d'un Conseil métropolitain. Notre rôle est bien de regarder à la Métropole que ce projet respecte les grands objectifs. Dans ce sens, le pôle autonomie santé, autrement appelée Hauts de Lattes, s'inscrit dans le projet global qui a été réfléchi depuis une dizaine d'années. Ce sont de nombreux acteurs qui se sont penchés autour de cette question.

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur ce projet avec une réserve sur la question des hauteurs, Monsieur Cyril Meunier vient d'en parler. Nous avons donc pris la décision d'abaisser ces hauteurs de 50 mètres à 35 mètres avec des vérifications qui ont été faites pour annuler l'impact depuis le littoral. Je crois que nous pouvons nous réjouir qu'une concertation se fasse autour de ce projet, parce qu'une enquête publique est une concertation, une enquête publique est la possibilité pour tous les citoyens de venir s'exprimer dans un registre sur un projet. Cette enquête publique a fait émerger cette problématique et nous avons réagi et réajusté le projet. Voilà ce que je peux vous dire ce soir pour le projet des Hauts de Lattes.

Monsieur le Président

Merci Madame Jannin. Madame Brissaud, vous avez un certain nombre de données importantes dans l'intervention de Madame Jannin. J'ajouterai seulement que le pôle autonomie santé de Lattes fait partie d'une des orientations de Montpellier Capitale Santé. Je mets aux voix l'affaire 7. Contre ? Un contre. Abstentions ? Une abstention. Adoptée.

À l'issue d'un vote à mains levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 abstention et 1 vote contre). A voté contre : M. J.-N. FOURCADE. S'est abstenue : Mme A. BRISSAUD.

AFFAIRE N° 8 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION N° 5 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 8, modification numéro 5 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint Georges d'Orques. Qui veut des explications auprès de Stéphanie Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 9 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE CLAPIERS – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 9 : modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Clapiers. Pas de demande d'intervention ? Je me rendrai à Clapiers à l'invitation du Maire Eric Penso, pour parler de cela avec la population clapiéroise, le 10 décembre. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 10 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODALITES DE MISE A DISPOSITION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire suivante, affaire 10, modalités de mise à disposition de la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Castelnau-le-Lez. Avez-vous des observations à formuler, des questions à poser à Stéphanie Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 11 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ECOCITE – CONCESSION D'AMENAGEMENT ROUTE DE LA MER – COMMUNES DE LATTES ET DE PEROLS – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M) – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 11 : Ecocité, concession d'aménagement route de la Mer, communes de Lattes et de Pérols, garantie d'emprunt à la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, SA3M. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Vous voulez aller voir le débat, non ? Il n'y a pas de questions, je suis

vraiment gêné pour la démocratie, quand tout est à l'unanimité ! Soulagez ma peine, je vous en prie. Mais c'est une belle illustration du pacte de confiance des Maires.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 12 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE CLAPIERS – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M) – APPROBATION

Monsieur le Président

12, Commune de Clapiers, garantie d'emprunt à la société d'aménagement SA3M. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 13 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS – PROJET URBAIN PARTENARIAL LES JASSES – APPROBATION DU PERIMETRE ET DES CONVENTIONS DE PUP AVEC LA SOCIETE SAS CLINIQUE SAINT-JEAN ET LA CME – CONVENTION DE REVERSEMENT AU SBL – CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS AVEC LA COMMUNE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 13, Commune de Saint Jean de Védas, Projet Urbain Partenarial les Jasses. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 14 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – INSTAURATION D'UNE TAXE D'AMENAGEMENT A TAUX MAJORE DANS LE SECTEUR DE L'AVENUE DU PONT-TRINQUAT ET DE L'AVENUE GERMAINE-TILLION DIT « TRINQUAT-TILLION », QUARTIER PRES-D'ARENES A MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 14, instauration d'une taxe d'aménagement à taux majoré dans le secteur de l'avenue du Pont-Trinquat et de l'avenue Germaine-Tillon, secteur dit « Trinquat-Tillon ». Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 15 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROTOCOLE D'ACCORD AVEC LE CHU EN VUE DE L'ACQUISITION DE L'ANCIENNE MATERNITE GRASSET POUR L'IMPLANTATION DU FUTUR CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. MEISSONNIER sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 15, protocole d'accord avec le CHU en vue de l'acquisition de l'ancienne maternité Grasset pour y installer le conservatoire à rayonnement régional. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie. C'est une belle musique.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 16 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – CESSIION DE DIVERSES PARCELLES SECTEUR DE SAPORTA A LATTES A AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE DANS LE CADRE DE LA REQUALIFICATION DE LA SECTION CENTRALE DE L'A9 EXISTANTE

Monsieur le Président

16, cession de diverses parcelles secteur de Saporta à Lattes, à Autoroutes du Sud de la France. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 17 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS RESULTANT DE LA CONVENTION PASSEE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET AIR LR, AU PROFIT DE L'ASSOCIATION ORAMIP APPELEE A DEVENIR ATMO OCCITANIE AU 1^{ER} JANVIER 2017 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme DRAY-FITOUSSI sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 17, transfert des droits et obligations résultant de la convention passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et Air LR.

Il s'agit d'une modification d'appellation. Nous vous proposons de modifier en conséquence la délibération. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme S. JANNIN.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 18 : LOGEMENT – CONTRAT DE MIXITE SOCIALE – COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 18, contrat de mixité sociale, Commune de Saint Georges d'Orques, autorisation de signature. Qui demande des explications auprès du rapporteur Vice-Président Maire de Villeneuve-lès-Maguelone Noël Ségura ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 19 : LOGEMENT – DELEGATION DE COMPETENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES A LA PIERRE – CLOTURE DE L'EXERCICE 2016 – AVENANT N° 1 A LA CONVENTION SIGNEE AVEC L'ETAT – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. DOMERGUE sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Affaire 19, délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre, clôture de l'exercice 2016, toujours Monsieur Ségura. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 20 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE ZOLAD, RUE ROBERT-CAPA A MONTPELLIER – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 20, construction de 28 logements sociaux résidence Zolad, rue Robert-Capa à Montpellier. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Monsieur Ségura m'arrête s'il veut donner des précisions.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 21 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE TREIZE LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE LE LAVOIR, CHEMIN DE LA CAPOUILLERE A VILLENEUVE-LES-MAGUELONE – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SA D'HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

21, construction de treize logements sociaux le Lavoir, chemin de la Capouillère à Villeneuve-lès-Maguelone. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 22 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE TREIZE LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE LE LAVOIR – CHEMIN DE LA CAPOUILLERE A VILLENEUVE-LES-MAGUELONE – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

22, treize logements sociaux résidence le Lavoir toujours le même endroit, Villeneuve-lès-Maguelone. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 23 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 42 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE LE BEL OMBRE, CHEMIN CARRIERE-DE-L’ORT A JUVIGNAC – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SA D’HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. MEISSONNIER entre en séance.

Monsieur le Président

23, construction de 42 logements sociaux, résidence le Bel Ombre, chemin Carrière-de-l’Ort à Juvignac.
Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 24 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 42 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE LE BEL OMBRE, CHEMIN CARRIERE-DE-L’ORT A JUVIGNAC – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 24 : construction de 42 logements sociaux le Bel Ombre, chemin Carrière-de-l’Ort à Juvignac.
Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 25 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE QUARANTE LOGEMENTS SOCIAUX – URBAN PARK, LOTISSEMENT LA BANQUIERE LOT 8 A LATTES – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SA D’HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

MME DRAY-FITOUSSI entre en séance.

Monsieur le Président

25 : construction de quarante logements sociaux Urban Park, lotissement la Banquière à Lattes.
Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 26 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE QUARANTE LOGEMENTS SOCIAUX – URBAN PARK, LOTISSEMENT LA BANQUIERE LOT 8 A LATTES – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 26, construction de quarante logements sociaux Urban Park, toujours à Lattes.
Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 27 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE NEUF LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE VILLA HERMES, 646 RUE GEORGES-DENIZOT A MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 27, construction de neuf logements sociaux, villa Hermès, 646 rue Georges-Denisot à Montpellier.
Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. R. YOUSSEUS.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 28 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE DIX LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE LE TERRAL, RUE DES ECOLES A SAINT-JEAN-DE-VEDAS – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

28, construction de dix logements sociaux résidence le Terral, rue des Ecoles, à Saint Jean de Védas.
Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. R. YOUSSEUS.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 29 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE SEPT LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE LES HAUTS DE BEAUSOLEIL, RUE DU PROFESSEUR-TEDENAT A MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 29, les Hauts de Beausoleil, rue du Professeur-Tedenat à Montpellier.
Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. R. YOUSSEUS.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 30 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 26 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE CHARLE'S PARK, ZAC ECOPARC A FABREGUES – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Construction de 26 logements sociaux résidence Charle's Park, ZAC Ecoparc à Fabrègues.
Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 31 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 26 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE CHARLE’S PARK, ZAC ECOPARC A FABREGUES – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM SFHE GROUPE ARCADE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

31, construction de 26 logements sociaux, toujours pareil, à Fabrègues, Charle’s Park.
Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 32 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 24 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE VILLA VITTORIA, AVENUE DU PETIT-TRAIN A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM ERILIA – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 32, construction de 24 logements sociaux Villa Vittoria, avenue du Petit-Train à Montpellier, garantie d’emprunt.
Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme V. BARTHAS-ORSAL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 33 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE QUATRE LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE LE ROYAL 2, AVENUE DE CASTELNAU A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM ERILIA – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Construction de quatre logements, affaire 33, le Royal 2, avenue de Castelnau à Montpellier.
Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme V. BARTHAS-ORSAL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 34 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 29 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE NOTRE-DAME, 278 ROUTE DE NIMES A CASTELNAU-LE-LEZ – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM DOMICIL – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 34, 29 logements sociaux résidence Notre-Dame, 278 route de Nîmes à Castelnau-le-Lez.
Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme M. DRAY-FITOUSSI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 35 : LOGEMENT – OPERATION PROGRAMMEE D’AMELIORATION DE L’HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2016 – QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSE – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS COM-

PLEMENTAIRES POUR LA REHABILITATION DE DEUX COPROPRIETES – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. YOUSSEUS sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 35, opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2010-2016, quartiers Gambetta, Figuerolles, Nord Ecusson, attribution de subventions pour 8 000 euros. Qui veut des explications auprès du rapporteur Vice-Président Noël Séguira ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 36 : LOGEMENT – OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2012-2017 – QUARTIERS SAINT-GUILHEM / LAISSAC / SUD-COMEDIE – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS COMPLEMENTAIRES POUR LA REHABILITATION DE DEUX COPROPRIETES – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

36, opération programmée OPH quartiers Saint-Guilhem, Laissac, Sud-Comédie. 2012-2017, toujours pour 8 000 euros d'apport en subventions, Monsieur Séguira peut voter et peut prendre la parole s'il le souhaite, si vous avez des explications à lui demander. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 37 : LOGEMENT – OPERATION RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE 2013-2018 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE 44 LOGEMENTS SITUES DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

37, opération rénovée pour un habitat durable et solidaire. 153 580 euros. Qui demande des explications auprès du rapporteur Noël Séguira ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 38 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT NUMERIQUE – DECLARATION D'OPERATEUR DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES – APPROBATION

M. LANNELONGUE sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

38, schéma directeur d'aménagement numérique, déclaration d'opérateur communications électroniques, je passe la parole à l'excellente Chantal Marion, Vice-Présidente, qui dans « Un Tramway nommé French Tech » a fait un malheur avec les start-ups et l'ensemble des usagers du tram qui ont véritablement apprécié cette confrontation efficace.

Chantal MARION

Monsieur le Président, chers collègues, effectivement je vais vous présenter ce qui s'est passé hier sur la ligne 1 du tramway. Je voulais remercier TV Sud et Kaina TV, les autres étant absents. Je vais me permettre de faire un peu de communication, Monsieur le Président, si vous le permettez.

Monsieur le Président

Il faut rendre à César ce qui appartient à César. Il faut dire la vérité aux Français.

Chantal MARION

Complètement. Ce Tramway nommé start-up est une idée qui a germé lors de notre déplacement à Austin avec les entreprises. Nous nous sommes rendu compte que la notion de French Tech était une notion qui pour les entreprises ou les start-upers était évidente, mais que pour les citoyens, des fois, il y avait des difficultés à comprendre cette notion de French Tech.

Nous nous sommes demandé comment aller à l'approche du citoyen. Pourquoi pas le tramway ? Au départ évidemment, nous avons contacté la TaM, ce n'était pas évident. Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont construit ce projet.

Ce Tramway nommé start-up visait à mobiliser les talents, les compétences et les entrepreneurs évidemment de la French Tech, vous le savez, comme l'a dit le Président, qui a été relabellisée pour trois ans. Avec sept réseaux thématiques, nous sommes la Métropole à avoir le plus de réseaux thématiques, ce qui représente très bien notre écosystème, TPE, PME très diversifiées. Sept réseaux thématiques très bien représentés lors de la DigiWorld Week d'ailleurs. Cela pour mettre à disposition l'ensemble des acteurs économiques du territoire.

Cet événement qui est à l'initiative de la Métropole a été organisé, je tiens à le préciser, par Gifting studio. Qui est Gifting studio ? Nous avons créé l'année dernière l'Open Cité dans les quartiers prioritaires. La gagnante de cette Open Cité a été Lisa Oultaf, avec deux autres personnes. Immédiatement nous lui avons confié ce projet. Elle a mené ce projet de Tramway nommé start-up d'une main de maître, comme vous allez le voir dans le film que je vais vous montrer lorsque j'aurai fini de parler. Je tiens à remercier Gifting studio, ensuite évidemment Visionari, avec Monsieur Pierre Alzingre, et toutes les personnes qui étaient autour, vous le voyez, toutes les personnes qui nous ont accompagnés.

Hier, j'étais dans le tramway – c'est pour cela que je suis un peu fatiguée aujourd'hui –, cela a été énorme. Il y a eu une ambiance extraordinaire et le retour des entreprises a été très important. Pourquoi ? Parce qu'ils m'ont dit : « *Chantal, nous avons rencontré dans le tramway des gens que nous n'aurions jamais rencontrés au BIC ou ailleurs.* » Vous aviez des entreprises comme Matooma, pour en citer une, cotée en bourse, qui est lauréate du pass French Tech. Son dirigeant a passé sa matinée dans le tramway avec des étudiants, avec des personnes qui ont présenté des projets.

Je tiens à préciser que des *deals* ont suivi ces rencontres. Deux entreprises, Akio et Thaladoo, ont trouvé des personnes qu'ils ont engagées, un éditeur de logiciel pour centres d'appel et un recrutement d'un ingénieur support, le temps d'un tramway, le temps de parcours, le temps de traverser la Métropole. Je voulais remercier tout le monde parce que c'était un moment très important. Comme je l'ai dit hier, il fallait voir les yeux des gens briller dans le tramway. C'était un moment de grande émotion. Monsieur Abdi El Kandoussi m'a accompagnée. Je voulais remercier toutes les personnes. Si vous voulez, nous pouvons mettre le petit film fait par Kaina TV, qui est très porteur de ce qui s'est passé.

Monsieur le Président

Merci à Kaina et aux reporters citoyens de Kaina TV qui font un boulot formidable.

Une vidéo est diffusée.

Monsieur le Président

Continue, Chantal.

Chantal MARION

Cela a twitté un maximum. La French Tech Montpellier a marqué des points. Au niveau de la French Tech, je remercie la Direction développement économique parce que c'était extraordinaire. Tous les rendez-vous étaient pris, à chaque station il y en avait qui descendaient et d'autres qui montaient. C'était fatigant mais super intéressant.

Monsieur le Président

Tu vas nous parler de l'affaire numéro 38 ?

Chantal MARION

Si vous voulez. C'est pour le schéma d'aménagement numérique. Dans le cadre de l'extension du réseau très haut débit métropolitain, la Métropole souhaite optimiser le coût des travaux de fibrage en recourant aux infrastructures existantes. En effet, les travaux de génie civil représentent souvent plus de 70 % des frais de déploiement, donc la demande est d'obtenir le statut d'opérateur pour la Métropole.

Le statut d'opérateur permettra à la Métropole d'accéder aux offres de l'opérateur historique, notamment dans l'offre d'accès aux infrastructures de génie civil, et à l'offre de création de points de raccordement, de points mutualisés. De plus, en tant qu'opérateur, la Métropole pourra réduire les coûts de déploiement du réseau en mobilisant les infrastructures existantes, et disposer évidemment d'une connaissance plus fine des réseaux des opérateurs. En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir déclarer Montpellier Méditerranée Métropole en qualité d'opérateur de télécommunication électronique auprès de l'AFSSET.

Monsieur le Président

Merci Chantal. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Pardon, Madame Lloret, Maire de Sussargues.

Eliane LLORET

Je prends la parole sur ce sujet, excusez-moi, par rapport à Sussargues bien sûr, et aux deux autres communes que sont Montaud et Murviel-lès-Montpellier, sur les problèmes que nous rencontrons encore sur le numérique et sur l'accès à Internet, en particulier des micro-entreprises et des entreprises sur le secteur. Je me permettais de le rappeler à Chantal qui est au courant déjà, mais c'est un sujet auquel je tiens particulièrement et qui commence à nous poser vraiment de gros soucis. Nous avons des communes qui se développent, de plus en plus de demandes au niveau des particuliers, et de plus en plus de difficultés pour l'accès Internet.

Chantal MARION

Effectivement, je suis venue à Sussargues. Il y a différentes communes, on le sait. Le développement se fait avec Orange. Certaines Communes ont été contactées par SFR. Cette fracture numérique est une de nos priorités, surtout qu'à Sussargues nous avons un projet de VAES – j'en parlerai tout à l'heure – artisanale. Il est important que cette connexion se fasse rapidement et nous y veillons avec la personne responsable, Monsieur Brice. Je pense que ce sera fait dans les temps.

Monsieur le Président

Merci Chantal. Je mets aux voix l'affaire 38. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 39 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT NUMERIQUE – MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE N° 4623RI16 – LANCEMENT DE LA PROCEDURE – AUTORISATION DE SIGNATURE

*M. ABERT, M. PETIT, Mme MIRALLES et Mme KERANGUEVEN sortent de séance.
Mme FRECHE sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. MOURE.*

Monsieur le Président

Affaire 39, schéma directeur d'aménagement numérique, marché de maîtrise d'œuvre. Qui demande des explications auprès de Chantal Marion ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 40 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – CONVENTION DE PARTENARIAT BIC MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – INCUBATEUR ENERGIE EDF – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. ABERT entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 40, convention de partenariat BIC Montpellier Méditerranée Métropole, incubateur énergie EDF. Qui demande des explications à Chantal Marion ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 41 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – LABEX ENTREPRENDRE – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE BIC DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER – APPROBATION

Monsieur le Président

41, Labex entreprendre, convention de partenariat entre le BIC et l'Université de Montpellier. Un petit mot, Chantal.

Chantal MARION

Je tiens à rappeler que Labex entreprendre a été classé A par le jury international d'évaluation. Ce labex – cela veut dire « laboratoire d'excellence » – a été obtenu dès le premier IDEX et depuis, c'est le seul laboratoire en France qui est classé à ce niveau.

Il encadre notamment évidemment des travaux de thèse. Il y a des Docteurs de troisième cycle, des doctorants dans ce Labex, et un projet a été mis en place. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole a été sélectionné, avec trois autres structures, pour encadrer ces doctorants. C'est un honneur et c'est un gros travail. Ces trois structures d'accompagnement françaises sont la Start-up 42 qui est un accélérateur privé situé dans la région parisienne, la Ruche qui est un réseau d'espaces de coworking – il y a plusieurs Ruches en France –, le BIC Innov'up de Nîmes, et le BIC de Montpellier évidemment.

En quoi consistera cela ? Il s'agira d'accueillir une doctorante au sein du BIC, elle sera en immersion au BIC durant différentes périodes : décembre 2016, février 2017, juin 2017 et octobre 2017. Le sujet est intéressant : c'est d'étudier lors de sa thèse les nouveaux modèles économiques mis en place et de nouvelles structures d'accompagnement. Le BIC, au niveau de l'accompagnement des jeunes chercheurs et des pépites, est reconnu mondialement.

Au travers de cette convention, ce partenariat avec le BIC, la Métropole aura accès aux résultats de la thèse et de l'étude, et pourra d'autre part valoriser l'excellence de son savoir-faire dans le temps. Cette convention est sans incidence financière.

Monsieur le Président

Merci Chantal. Qui demande la parole ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 42 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – SALON DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE (SIMI) 2016 – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE, LA SA3M, ET LA SERM – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. CALVAT sort de séance.

M. YOUSSESS entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 42, il s'agit du Salon de l'immobilier d'entreprise le SIMI, convention de partenariat entre la Métropole, la SA3M et la SERM. Madame Jannin nous y représentera et nous faisons stand commun avec la Métropole de Toulouse à Paris. Montpellier-Toulouse à Paris, voilà une expression du partenariat qui est soutenue ardemment par Max Lévi et François Chollet, les deux représentants de Toulouse et Montpellier. Je mets aux voix. Contre ? Pardon, Monsieur Larue.

Alex LARUE

Est-il vrai que la Métropole a subventionné le salon Futurapolis à Toulouse ? Si oui, pourquoi et à quelle hauteur ? C'est une question.

Monsieur le Président

Elle a subventionné à hauteur de 30 000 euros, pour être présents sur ce salon qui a pu montrer et exposer un certain nombre d'entreprises montpelliéraines.

Alex LARUE

Il y avait des entreprises montpelliéraines ?

Monsieur le Président

Oui.

Alex LARUE

Nous vérifierons.

Monsieur le Président

Je l'ai inauguré d'ailleurs avec le Maire de Toulouse et Monsieur Macron qui est venu se joindre à la fête.

Alex LARUE

D'accord, merci.

Monsieur le Président

Et la Députée Madame Iborra.

Alex LARUE

Votre amie, je sais.

Monsieur le Président

Il ne faut pas m'en vouloir de trop travailler sur des choses comme cela avec Toulouse. Il est important que nous travaillions avec Toulouse. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Vous ne voulez pas faire la guerre avec Toulouse ! Bon.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 43 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – STRATEGIE D'ACCUEIL DES ENTREPRISES : ENJEUX, ORIENTATIONS ET PRINCIPES DE MISE EN ŒUVRE – LANCEMENT D'UN SCHEMA D'ACCUEIL DES ENTREPRISES (SAE) METROPOLITAIN – APPROBATION

M. CALVAT, Mme MIRALLES et Mme KERANGUEVEN entrent en séance.

M. MAJDOUL sort définitivement de séance donnant pouvoir à M.MARTIN.

M. ROUILLEAULT sort définitivement de séance donnant pouvoir à M.DEWINTRE.

M. YOUSSESSOUSS sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 43 : stratégie d'accueil des entreprises, Chantal Marion.

Chantal MARION

Un des axes majeurs de la stratégie du développement économique métropolitain est de permettre l'implantation des entreprises. Effectivement, nous recevons des entreprises qui veulent s'installer dans la Métropole. Par exemple, cette semaine il y a eu le départ du BIC de 18 entreprises, et une fois qu'elles sont incubées, très souvent elles veulent rester dans la Métropole. Il faut répondre à leur demande.

En effet, afin de favoriser au mieux la création, l'accueil et l'épanouissement des entreprises sur le territoire, la Métropole se doit de proposer une offre foncière et immobilière la plus adaptée aux besoins des entreprises. En étroite collaboration avec le schéma de cohérence territoriale, le SCoT, et le PLUi, avec la Vice-Présidente Stéphanie Jannin avec qui je travaille souvent, la Métropole doit donc pouvoir définir et jalonner la mise en œuvre de projets structurants.

Dans ce cadre et afin de renforcer l'offre foncière immobilière de la Métropole, l'adapter à la diversité des besoins des entreprises, il est proposé d'élaborer un schéma d'accueil des entreprises métropolitaines. Ce schéma doit avoir plusieurs objectifs, c'est-à-dire anticiper, être visionnaire, programmer, qualitativement et quantitativement, et gérer spatialement l'offre d'accueil des entreprises.

La présente délibération vise à expliciter les grands enjeux issus d'un état des lieux qui a été fait dans un premier temps depuis plusieurs années, état des lieux de l'offre et de la demande sur le territoire, ainsi que les premières grandes orientations et principes de mise en œuvre d'un schéma d'accueil des entreprises sur la période de ces années à venir 2017-2032.

Quels sont le contexte et les grands enjeux de ce schéma d'accueil des entreprises ? Vous connaissez la Métropole, je vous rappelle brièvement comment elle est décrite. Cette Métropole connaît une croissance démographique largement supérieure à la moyenne nationale ; automatiquement, un des corollaires de cette croissance démographique est un taux de chômage plus élevé que la moyenne nationale.

L'analyse de la structure économique de l'emploi du territoire permet de mettre en exergue des indicateurs qui doivent s'inscrire pleinement dans le futur SAE. Tout d'abord, un tissu économique du territoire métropolitain qui, en dépit de son dynamisme, présente un nombre d'emplois dans la sphère productive inférieure

à la plupart des autres métropoles. Ensuite, une structure du tissu économique orienté autour des services. Un niveau de qualification moyen de la population qui comprend une part significative de personnes peu diplômées. 44 % de la population en âge de travailler n'a pas le bac, selon la dernière étude INSEE. Le territoire dispose d'un immobilier professionnel sur deux axes : attractif pour les bureaux, peut-être trop, et en sous-offre pour les surfaces d'activité.

Le territoire dispose d'un foncier économique à vocation tertiaire, suffisant à court terme, mais légèrement excédentaire – si ce n'est trop excédentaire – à moyen et long termes. Selon l'analyse des besoins qui a été faite, la programmation optimale devrait permettre la mise en marché de 30 000 à 40 000 mètres carrés de surface tertiaire annuellement, ce qui représenterait 500 000 mètres carrés sur les seize prochaines années. Cela concerne le tertiaire, les bureaux.

En ce qui concerne la vocation activité, qui nous est de plus en plus demandée, nous estimons que vu l'étude, c'est insuffisant à court terme et potentiellement, si ce n'est totalement, en déséquilibre à moyen et long termes. En termes d'analyse des besoins de l'économie locale, le rythme de libération annuelle nécessaire de foncier cessible est de l'ordre de 17,5 hectares par an, soit 280 hectares sur la période 2017-2032. En complémentarité, une programmation dédiée supplémentaire de 50 à 200 hectares serait nécessaire pour renforcer l'économie productive du territoire. C'est un constat.

Au terme de ce constat, les grands enjeux d'une stratégie d'accueil des entreprises vont être les suivants. Tout d'abord, mettre en place la diversification de l'offre de surfaces tertiaires. Ensuite, créer le développement d'activités économiques à fort potentiel d'emplois, adaptées aux ressources et compétences du territoire. Faire un renforcement de l'offre de foncier dédié aux activités de type économie productive. Enfin, la croissance économique du territoire repose aussi sur la transformation du potentiel de recherche en industrie de pointe.

Les premières grandes orientations de ce schéma d'accueil des entreprises métropolitain, au regard de tous les éléments que je viens de vous décrire, permettent de coordonner le pilotage stratégique avec le schéma d'accueil des entreprises. Ce schéma, établi avec le SCoT et le PLUi, doit viser comme un objectif principal de proposer une offre foncière et immobilière répondant parfaitement à la diversité des besoins des entreprises.

Ce schéma d'accueil des entreprises pourra se décliner autour de thématiques économiques d'entreprises tertiaires, bureaux ou activités – entendez : ateliers, entrepôts, laboratoires. Les premières grandes orientations et principes de mise en œuvre d'un schéma d'accueil des entreprises doivent s'articuler autour d'objectifs qualitatifs et quantitatifs. Les objectifs quantitatifs à programmer pour les seize prochaines années s'établissent à hauteur de 500 000 à 600 000 mètres carrés de surface de bureaux, 280 hectares cessibles d'activité pour accompagner les besoins de la croissance de l'économie, et 50 à 200 hectares d'activité pour renforcer l'économie productive.

Afin d'atteindre ces objectifs, et c'est ce que nous nous sommes donné avec Stéphanie Jannin, la stratégie d'un futur schéma d'accueil des entreprises doit être mise en place. En termes tertiaires tout d'abord, des objectifs doivent viser à diversifier et segmenter l'offre tertiaire du territoire, donner une identité forte à chaque offre tertiaire, la calibrer, identifier au sein de la programmation tertiaire des potentiels nouveaux pour l'activité, et phaser, équilibrer et maîtriser le rythme des opérations majeures en fonction de l'évolution et de la demande.

En ce qui concerne l'activité, c'est-à-dire le foncier immobilier, les objets doivent viser à sécuriser, lancer et rationaliser les potentiels de développement, à s'engager autour d'une charte ambitieuse des parcs d'activité. Cette charte qui visera à généraliser le label HQE aménagement devra permettre par exemple la mutualisa-

tion de parkings, mutualisation de services, mutualisation de transports, réversibilité des surfaces ; favoriser le réinvestissement et maîtriser les mutations urbaines ; faire des requalifications.

Le meilleur exemple est le parc du Salaison pour lequel nous avons eu une labellisation HQE. Nous l'avons appliqué à d'autres parcs plus anciens qui datent de 1960, ce qui nous permet des fois de développer de nombreux hectares de foncier d'activité, d'augmenter la part d'activité des opérations en cours et à l'étude en programmant de l'activité dense, d'accélérer le plus possible le lancement des opérations projetées, et de réserver des potentiels supplémentaires au sein des documents d'urbanisme.

En complémentarité et à court terme, un des objectifs poursuivis, qui est essentiel, sera de développer le maillage de territoires dans des immobiliers d'activité dédiés tels que les villages d'entreprises dont je parlais tout à l'heure. C'est le cas à Lavérune, c'est en construction en ce moment et c'est projeté et programmé à Sussargues. Tout cela évidemment, nous ne pouvons le faire et le travailler qu'avec les Maires des communes, c'est ce qu'a attaqué Stéphanie Jannin dernièrement.

Il vous est proposé ce schéma d'accueil des entreprises. Une proposition de constitution d'un comité de suivi du schéma d'accueil des entreprises associera à Montpellier Méditerranée Métropole des Communes, des professionnels du foncier, de l'immobilier, ainsi que des acteurs du développement économique, dont les Chambres consulaires et les entreprises.

Ensuite, constitution d'un outil de veille, d'analyses prospectives et continues de l'adéquation offre et demande sur le territoire, et engagement thématique visant à identifier les potentiels développements et de programmation associée, à prévoir autour des piliers métropolitains tels que la santé, le numérique, l'agroécologie, l'alimentation, le tourisme, l'hôtellerie, l'enseignement supérieur, etc. Il est demandé au Conseil de bien vouloir approuver les premières grandes orientations et principes de ce schéma d'accueil des entreprises. Je vous remercie pour votre attention.

Monsieur le Président

Merci Chantal. C'est très important, cette affaire. Vous savez que pendant des années on a fabriqué beaucoup de mètres carrés de bureaux. Nous avons vraiment beaucoup de mètres carrés de bureaux, mais il nous manque entre 50 et 200 hectares pour faire des parcs d'activités, des zones d'activités, afin de pouvoir y implanter des emplois pérennes. C'est ce qui est dit dans l'affaire et dans le SAE que vient de présenter Chantal Marion. Il est bien évident que cela doit être intégré dans la réflexion qui nous unit en ce moment, celle de la construction du schéma de cohérence territoriale et du Plan Local d'Urbanisme intercommunal. Cela veut dire que les Mairies et les Maires devront à un moment ou un autre modifier peut-être un certain nombre de prévisions sur l'aménagement de leur Commune pour laisser la place à des zones d'activités. C'est une négociation que Stéphanie Jannin et Chantal Marion ont engagée avec les Maires de la Métropole, et le but ultime est d'arriver à fabriquer des acteurs supplémentaires des zones d'activités. C'est tout simple. Oui, Madame Marion.

Chantal MARION

J'aurais aimé ajouter quelque chose parce que cela s'est passé dernièrement : j'étais vendredi dernier en réunion pour construire le schéma directionnel de développement économique avec la Région, avec Nadia Pellefigue, et quand j'ai cité ce projet – parce qu'il fait partie évidemment des grands projets de la Métropole –, elle a été étonnée, elle ne savait pas ce que c'était, et elle a dit que c'est quelque chose qui devrait exister sur la Métropole de Toulouse entre autres. Cela a été ajouté et signalé.

Monsieur le Président

Je trouve que Madame Marion, vous travaillez très bien avec la Vice-Présidente à l'économie de la Région, Madame Nadia Pellefigue.

Chantal MARION

Je suis vigilante, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Oui mais constructive, Madame Marion, parce que vous savez que la Région doit faire un grand schéma d'aménagement économique et que celui des Métropoles est intégré dans le schéma régional. Il y a une discussion à avoir à ce niveau puisque nous avons une compétence partagée. Qui veut s'exprimer sur le SAE ? Monsieur Savy.

Jean-Luc SAVY

Monsieur le Président, mes chers collègues, vous connaissez mon attachement à défendre les territoires de l'Ouest. Je voudrais commencer par saluer et remercier Chantal Marion et l'ensemble des services métropolitains qui ont travaillé à l'élaboration de ce rapport.

Evidemment, j'adhère à 200 % aux analyses, aux diagnostics et aux enjeux qui ont été développés dans cette affaire, détaillés, d'autant qu'ils rejoignent ceux que nous défendons et formulons depuis des années sur l'Ouest montpelliérain.

Depuis notre élection il y a presque trois ans, nous soulignons avec les Maires et les élus de l'Ouest le déséquilibre constaté du maillage territorial en matière de développement économique, non parce que les entreprises auraient quelques difficultés à vouloir s'y installer, mais parce que les politiques publiques depuis trente ans ont orienté spatialement la dynamique de développement le long de deux axes : la route à la Mer d'un côté et l'autoroute A9 de l'autre.

Aujourd'hui, le déséquilibre se creuse clairement entre des cités-dortoirs générées par le SCoT de 2006 et l'activité économique projetée au Sud et à l'Est de notre Métropole. Les trajets pendulaires exponentiels constatés chaque matin en provenance de l'A750, dans un cadran couvrant Saint Jean de Védas, Lavérune, Saint Georges d'Orques, Murviel-lès-Montpellier, Juvignac et Grabels, asphyxient la Métropole par la porte d'entrée Ouest. Il est temps – pour reprendre l'expression d'Isabelle Touzard, si tu me le permets – d'inverser les flux.

C'est pourquoi nous avons voté ici même, à l'unanimité de ce Conseil le 30 juin 2016, une zone d'aménagement différé sur les communes de Saint Georges d'Orques et de Juvignac pour y créer une éco-technopole, dans le droit fil de la COP 21 et des objectifs environnementaux les plus stricts.

La délibération que nous votons ce soir précise que la charte des parcs d'activités dont vient de parler Chantal permettra d'améliorer la densification et le respect de l'environnement, en favorisant un développement économique générateur d'emplois, le tout en HQE aménagement. C'est donc avec confiance et espérance pour nos territoires que je voterai cette affaire ce soir, en remerciant à nouveau Chantal Marion pour son action, mais aussi Stéphanie Jannin pour sa ténacité sur ces territoires.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire de Juvignac. Qui demande la parole ? Monsieur Larue.

Alex LARUE

[hors micro] l'aménagement du territoire sur l'Ouest de la Métropole il y a quelques mois, et je pense que le Maire de Saint Georges d'Orques s'en souvient, je m'étais battu pour que Montpellier Business School puisse être située dans cette zone de la Métropole. Vous m'avez dit : « *Non, il faut qu'elle soit à côté de la gare de la Mogère.* »

Monsieur le Président

Qui a dit cela ?

Alex LARUE

Vous.

Monsieur le Président

Vous mentez comme vous respirez !

Alex LARUE

Voilà, exactement.

Monsieur le Président

Ce n'est pas possible. Monsieur le Maire de Saint Georges d'Orques, est-ce que j'ai dit cela, moi ? Est-ce que j'ai pris cette décision ?

Alex LARUE

Vous disiez qu'il y avait une cohérence à mettre Montpellier Business School à côté de la gare de la Mogère.

Monsieur le Président

Je n'ai jamais pris position sur une décision qui ne m'appartient pas. C'est celle de Monsieur Deljarry. C'est incroyable, ce que vous dites !

Alex LARUE

En termes d'aménagement du territoire, le sort de la Mogère m'a donné raison. Voilà ce que j'avais à dire.

Monsieur le Président

Le quoi ? Vous ne connaissez pas les dossiers et vous l'ouvrez. Vous ne connaissez rien, Monsieur Larue. Ce n'est pas possible, de dire des âneries pareilles. Vous avez lu le contrat de la Mogère ?

C'est le coût du CNM. Vous faites du droit. Nous ne sommes pas au tribunal, ici.

Alex LARUE

Vous m'avez parlé d'une clause pénale, voulez-vous que nous reparlions de cette clause pénale ? Elle n'existe pas. Vous m'avez menti là-dessus.

Monsieur le Président

Je vous ai donné le prix du CNM. Si vous voulez sortir du contrat de Bouygues, cela coûte 2 milliards, le CNM.

Alex LARUE

Sur cette clause pénale, vous m'avez menti. Le coût des 2 milliards, c'est le coût de tous les projets d'infrastructure. Vous m'avez menti là-dessus. Vous avez menti à tout le monde là-dessus. Ne parlez pas de cette clause pénale car vous êtes en défaut là-dessus.

Monsieur le Président

Vous ne connaissez pas les dossiers, Monsieur Larue. Je vais être gentil, je ne vous réponds pas.

Mais Saint Georges d'Orques, j'y suis attaché. La Business School devait se mettre sur l'emplacement de Razel-Bec ; le jour où j'ai fait la visite avec Monsieur le Maire de Saint Georges d'Orques, je ne vous y ai

pas vu. C'était un peu tôt le matin, c'est vrai, mais vous étiez absent. Avec Monsieur Audrin et l'ensemble des décideurs, nous avons fait le tour de la zone, avec Monsieur Deljarry. Après, la Chambre de Commerce fait ses choix. Cela ne dépend pas de moi, la Business School.

En revanche, le fait qu'elle se réalise dans de bonnes conditions, cela dépend un peu de la Métropole car nous pouvons l'aider à s'implanter sur le terrain qu'elle a choisi. Je suis d'accord avec le Maire de Saint Georges d'Orques et le Maire de Juvignac pour dire qu'il faut développer l'Ouest.

Cette élection dimanche dernier, cela a stimulé ! C'est bien. La démocratie bat son plein. Je mets aux voix le SAE. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée. En tout cas, j'ai été le seul à faire le tour des bureaux de la primaire. Vous, Madame Dardé, vous êtes une élue sérieuse.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 44 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ZAC GAROSUD ET GAROSUD EXTENSION – COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE LATTES – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SERM DE 4 MILLIONS D'EUROS – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

44, ZAC Garosud et Garosud extension, communes de Montpellier et de Lattes. Il s'agit d'une garantie d'emprunt. Qui veut des précisions ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 45 : FINANCES – BUDGET 2016 – DECISION MODIFICATIVE N° 1 – ADOPTION

*Mme BARTHAS-ORSAL, M. BALAZUN, M. VERA, M. MEISSONNIER et M. COUR sortent de séance.
M. G. PASTOR sort définitivement de séance.*

Monsieur le Président

Affaire 45, budget 2016, modification numéro 1, décision modificative, Monsieur Lévida.

Max LEVITA

Monsieur le Président, mes chers collègues c'est une décision modificative qui porte sur des sommes relativement faibles. Pour le budget principal, en ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, elles diminuent de 2,6 millions. C'est essentiellement dû à la réduction de la subvention d'équilibre au budget transport, qui compte pour moins de 2,5 millions. C'est une excellente nouvelle pour nous.

En recettes de fonctionnement, elles diminuent de 1 900 000. Pour une part nous avons 3 millions en moins sur les attributions de compensations, puisque nous avons intégré la compensation du produit des amendes de police -3 000 000. + 700 000 en revanche sur la régularisation d'intérêts versés à la Caisse des Dépôts et Consignations, et 500 000 euros suite à la modification de la dotation d'intercommunalité et de la dotation de compensation.

En ce qui concerne les investissements, je vous demande une diminution de 6 100 000. C'est essentiellement dû au fait que des opérations prévues sont décalées sur 2017, par exemple -1 500 000 sur le parc Bruyère, -500 000 sur l'opération de réhabilitation du Théâtre du hangar et -500 000 sur la construction de la piscine Héraclès. Ces opérations sont décalées en 2017.

Sur l'aménagement du territoire, nous avons une diminution de 2 500 000. Précisément, -1 200 000 ce sont les avances ASF pour le déplacement de l'A9, c'est reporté en 2017 en recettes et en dépenses, et -500 000 euros sur les acquisitions foncières au vu des réalisations. Les enveloppes de voirie des communes sont réalisées à leur demande en dépenses et en recettes de 400 000 euros.

En ce qui concerne les recettes d'investissement, nous avons une diminution de 6 724 000 euros, essentiellement -2 300 000 sur l'aménagement des territoires et l'habitat, et le produit des amendes de police perçu pour la première année par la Métropole sur les territoires des communes de plus de 10 000 habitants. +1 300 000 sur la taxe d'aménagement en fonction des permis accordés depuis le 1^{er} janvier 2015 et +1 100 000 de recettes de cession de la Cartonnerie GDF à Garosud. Cela entraîne un besoin de financement diminuant de 6 300 000 euros, ce qui donne un virement à la section d'investissement de 600 000 euros.

Pour le budget annexe transport, il y a une diminution des recettes réelles de 1 700 000 – 1 000 000 sur les versements à la TaM par rapport aux prévisions du BP 2016. La TaM, Monsieur El Kandoussi, fonctionne mieux que ce que nous avons prévu ; nous avons une recette supplémentaire, donc une diminution dans le budget annexe. -500 000 sur les intérêts de la dette compte tenu du niveau des taux d'intérêt, particulièrement bas. Vous l'avez rappelé à Madame Brissaud : la Métropole a réalisé en un temps extrêmement court quatre lignes de tramway, et cela entraîne un besoin de financement important qui a été couvert par des emprunts.

Aux recettes réelles de fonctionnement, -2 024 000. Je l'ai dit : -2,5 millions sur la subvention d'équilibre du budget principal et 475 000 de remboursement d'intérêts par la Caisse des Dépôts et consignations.

En dépenses réelles d'investissement, 1 500 000 c'est la ligne 4 de tramway pour l'essentiel, et en recettes réelles d'investissement, c'est un emprunt pour équilibrer de 1 million.

Les autres budgets annexes sont équilibrés à zéro ou proposent des évolutions marginales par rapport aux crédits déjà votés. C'est une décision qui ne modifie pas les grands équilibres, qui simplement met de l'ordre dans les réalisations avant la fin de l'année.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Lévit. Qui souhaite s'exprimer ? Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

Juste répondre à Max Lévit. 2 000 euros de taux d'imposition par habitant, c'est énorme.

Max LEVITA

Ce n'est pas de l'imposition, c'est de l'emprunt.

Anne BRISSAUD

Que ce soit justifié par la construction du tramway, ce n'est pas le problème. C'est juste que nous ne pouvons pas aller plus loin. C'est très important ; vous savez même que c'est une moyenne et que c'est donc forcément une partie plus petite de la population qui paye plus cher que cela. Ce ne sont pas forcément les utilisateurs du tramway, donc votre justification ne tient pas. Je ne voterai pas contre ce point-là, mais nous aurons l'occasion de débattre du prochain budget ensemble et s'il n'y a pas d'économies faites, évidemment je voterai contre.

Monsieur le Président

Cela veut-il dire que vous allez vous abstenir ou que vous allez voter pour ? Vous avez dit que vous ne voteriez pas contre. Cela veut-il dire que vous vous abstenez ou que vous votez pour ?

Anne BRISSAUD

Sur le point 45, le Groupe Libres et Humanistes votera pour, sur les suivants nous verrons, nous allons discuter tout à l'heure.

Monsieur le Président

Cela va. Je mets aux voix le point 45. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 46 : FINANCES – AFFECTATION ET MODIFICATION D'AFFECTATION DES SUBVENTIONS – DECISION MODIFICATIVE 2016 N° 1 – ADOPTION

Mme KERANGUEVEN sort de séance.

Mme BARTHAS-ORSAL, M. BALAZUN, M. VERA, M. MEISSONNIER et M. COUR entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 46, affectation et modification d'affectation des subventions. Monsieur Lévit.

Max LEVITA

Pour l'essentiel, sur les deux opérations, les premières – SNCF Réseau Ferré de France et Autoroutes du Sud de la France – sont des opérations décalées dans le temps. Pour l'Association Gymnique de Lattes-Maurin, c'est une subvention. L'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques, c'est une affaire citée dans le rapport de la Cour des Comptes et mes collègues ont le loisir de s'exprimer sur ce point. En ce qui concerne le fonctionnement de la Chambre d'Agriculture, c'est l'opération de subventions exceptionnelles qui a été votée et nous nous préparons à la payer. Le Comité d'Action Sociale ne pose pas de problème, le Groupement des Entreprises Françaises Contre le Cancer, le Boxing Club Montpelliérain, ce financement est une participation à un gala de boxe qui a d'ailleurs eu lieu. Le Comité de Rugby, c'est une opération qui va avoir lieu. Le Critérium des Cévennes n'a pas lieu en 2016 mais j'ai vu que mon excellent collègue de l'Université se préparait à le relancer en 2017.

Monsieur le Président

Absolument. Alain Szafarczyk a pu inscrire le Rallye des Cévennes, je vous le dis si cela vous a échappé dans la presse, dans le Championnat de France des rallyes. En 2017 il aura bien lieu, c'est une épreuve emblématique de notre grand territoire.

Max LEVITA

Les moins sont des opérations qui étaient prévues et qui n'ont pas eu lieu. Nous payons notre cotisation à la Communauté d'universités et d'établissements, la COMUE, à hauteur de 38 300 euros, et enfin, la subvention de 100 000 euros est celle que nous devons à Montpellier Business School chaque année.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Madame Bouallaga et Madame Brissaud.

Max LEVITA

C'est le même groupe.

Monsieur le Président

Et Monsieur Martin.

Sabria BOUALLAGA

Sacré Max !

Monsieur le Président

Allez-y, Madame Bouallaga.

Sabria BOUALLAGA

Je suis ravie parce qu'enceinte, je vais pouvoir m'exprimer. C'est cool ! Madame Brissaud aussi. Nous allons pouvoir nous exprimer ce soir, c'est génial, et même les soirs d'après. Je peux quand même dire un mot

sur cela. Quand une femme parle trop fort ou quand elle parle trop vivement, elle est folle. Quand elle s'arrête pour sa grossesse, elle est responsable de l'absentéisme. Quand ce sont les hommes, on dit qu'ils sont courageux. Quand ils s'arrêtent, on dit qu'ils sont trop fatigués, qu'ils en font trop. Je crois qu'il y a encore bien des choses à faire sur l'égalité hommes-femmes et d'ailleurs, je crois que nous pouvons avoir une pensée pour les femmes battues puisque c'est la Semaine de la femme battue, une collègue me l'a rappelé tout à l'heure.

Je crois qu'avec toutes les réflexions que nous nous prenons dans la gueule, toutes les femmes politiques, à la fin de notre mandat nous allons pouvoir écrire un livre. Parfois, certains hommes ne se rendent pas compte de ce qu'ils disent. C'était juste pour faire une petite introduction, et pour revenir sur ce qui a été dit tout à l'heure. Il y a des propos qui sont limites, parfois qui ne sont pas dits ici, qui sont dits en aparté, qui me scandalisent et qui me blessent en tant que femme féministe et femme politique.

Pour revenir à l'affaire 46 – merci de m'avoir permis de m'exprimer sur ce point qui n'avait rien à voir avec l'affaire –, nous avons constaté en Commission des finances que certaines subventions sont votées ce soir sans avoir été abordées au sein des Commissions qui leur incombent. Par exemple : le Boxing Club 40 000 euros, le rugby 30 000 euros, la cohésion sociale ; je laisserai Madame Brissaud s'exprimer sur une autre subvention, notamment celle de Ryanair je crois.

Nous ne remettons pas en cause les subventions sportives mais le fait que celles-ci apparaissent sur le tableau des finances directement sans avoir été évoquées au sein de leurs Commissions respectives, notamment pour le sport : j'ai assisté à la Commission et elles ne figuraient pas, hélas, à l'ordre du jour. Pour la cohésion sociale, elle fut annulée, ce qui en partie pourrait expliquer pour des raisons administratives l'inscription sur le tableau des finances. Nous pourrions en conséquence en convenir.

Néanmoins, Monsieur le Président, nous déplorons le fait d'avoir été contraints de demander des explications au sein même de cette Commission, Commission des finances – explications que Monsieur Lévida, plein de sagesse, a tenté de nous donner, mais c'était assez sportif, avouons-le.

Les services aussi furent tout à fait d'accord avec nous. Par ailleurs, il serait, Monsieur le Président, profitable et plus démocratique de pouvoir débattre de ces thématiques au sein même de leurs délégations respectives et qui leur incombent, avec le (ou la) Vice-Président(e) qui la dirige. C'est aussi l'occasion, Monsieur le Président, d'attirer votre attention sur la nécessité de dresser des rapports sur ces Commissions. Beaucoup de choses se disent dans ces Commissions et c'est important qu'il y ait une trace écrite. Ces Commissions ne sont pas filmées et la trace écrite est garante de la parole rapportée. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Merci Madame Bouallaga. Simplement, je vous apporte deux précisions sur la boxe et sur le rugby. Ce sont des événements qui se sont faits dans l'urgence. Les décisions ont été prises rapidement, notamment pour le rugby. Il s'agit là du financement du match de l'équipe féminine de rugby qui aura lieu demain soir contre l'équipe des Etats-Unis. Le gala de boxe, cela a été fait aussi dans l'urgence. C'est la première fois que nous organisons un gala de la sorte pour tous les clubs de tous les quartiers de Montpellier, qui ont été ravis d'y participer. Ensuite, Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

Monsieur le Président, chers collègues, mon intervention concernera, pour le Groupe Libres et Humanistes, la subvention attribuée à l'Association de promotion des flux touristiques et économiques en particulier. Comme l'a dit Max Lévida, cette subvention a été pointée du doigt par la Cour des Comptes. Sur la forme, nous voyons que cette subvention reste inscrite au chapitre 204, c'est-à-dire en budget équipement et pas en budget fonctionnement, alors que la Cour des Comptes a reconnu qu'il s'agissait plutôt du fonctionnement de cette association que de son équipement.

Ensuite, et c'est d'un point de vue plutôt juridique que cela pose problème, les articles 107 et suivants du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne interdisent les aides publiques aux entreprises et il est précisé à la page 78 du rapport, vous le retrouverez vous-mêmes : « *dès lors qu'elles sont susceptibles de fausser les règles de la concurrence* ». Il est ajouté que si la mesure envisagée est assimilable à une aide de l'Etat, elle est soumise à l'approbation préalable de la Cour Européenne.

Notre première question sera : avons-nous cette approbation pour l'année 2016 alors que ce n'était pas le cas pour les années précédentes ? Dans le cas contraire, nous serions, comme le souligne la Cour des Comptes, hors-la-loi. Cela pose un problème de fond. Concernant le soutien des compagnies aériennes, le soutien financier en particulier, il est précisé également dans le rapport de la Cour des Comptes qu'il ne peut en aucun cas s'agir de financer des campagnes de marketing. Cette fois-ci, sommes-nous dans les règles ou encore une fois déguise-t-on des subventions pour essayer de contourner la loi – ce qui pose un vrai souci, il me semble ?

La seconde question du groupe concerne le montant de cette subvention. Nous constatons que nous passons de 440 000 euros en 2014 à 747 500 euros en 2016. S'il y a une augmentation, il doit y avoir des raisons. Nous vous demandons les raisons de cette augmentation : s'agit-il d'un changement de situation avec la création de nouvelles lignes ? Dans le cadre de la création de nouvelles lignes, nous voyons qu'il y a des possibilités de financement. Pouvez-vous nous dire si nous sommes les seuls à donner aujourd'hui cette subvention ou si d'autres partenaires comme la Région, le Département ou la CCI participent au financement ? Ryanair s'est-elle engagée – la compagnie est vue comme le principal bénéficiaire de cette subvention – à amener des passagers à Montpellier ? Combien exactement s'est-elle engagée à amener de passagers ? Cela a-t-il pu être vérifié ? Les retombées économiques directes et indirectes sont-elles évaluées ? Quelles lignes amènent les touristes à Montpellier exactement, quelles sont celles qui les amènent à l'étranger ?

Vous en conviendrez : pour les retombées économiques, ce sont plus les lignes qui amènent des étrangers dans la Ville et dans la région qui sont les principales concernées pour nous. Cette subvention envers une compagnie aérienne masquée révèle un certain manque de clarté de la gestion précédente. Avez-vous changé le cap et avez-vous décidé d'être beaucoup plus clairs sur cette subvention, de donner les vraies informations à nos concitoyens ? Vous le savez, nous ne pouvons plus dépenser sans compter, il nous faut faire des choix et ces choix doivent être clairement identifiés par nos administrés pour qu'ils nous suivent. Je pense que c'est vraiment le minimum.

Je ne suis pas contre le développement économique des aéroports bien entendu, mais je pense que dans le cadre de la loi nous pouvons déjà faire beaucoup de choses, sinon il faut changer la loi et pour cela il faut en discuter.

Monsieur le Président

Le corollaire est cela.

Monsieur Martin.

Hervé MARTIN

Merci Monsieur le Président. J'avais promis en début de mandat que je ne referais pas chaque année l'argumentaire complet, donc je vais essayer de m'y tenir. Juste, je voudrais noter, même si j'en comprends les raisons, le montant qui cette année est extrêmement élevé, 747 500 euros. Je devine les raisons de cette augmentation, il n'empêche que c'est une somme importante d'argent public qui est affectée à cette Association de promotion des flux touristiques.

Au-delà de l'aspect légal que j'avais pointé, il est clair que la Chambre Régionale des Comptes avait déjà estimé que nous étions sur des bases juridiques discutables. Je suis toujours aussi étonné que nous poursuivions un type de subventions basées, selon la Chambre Régionale des Comptes, sur des bases discutables. Je trouve cela assez compliqué à comprendre.

Au-delà de l'aspect légal ou pas, réglementaire ou pas, c'est l'aspect efficace et surtout, pour ne pas refaire tout l'argumentaire puisque je vous l'avais promis, en revenir à une proposition que j'avais faite et qui visiblement n'a pas été mise en œuvre. Pour synthétiser, j'insiste chaque année là-dessus, nous avons affaire à un chantage, un racket de ces compagnies low cost, en particulier Ryanair. Quand on a affaire à un chantage et à un racket, on doit mettre en place un rapport de force.

Nous ne sommes pas, pour répondre là-dessus à Madame Brissaud, les seuls à cracher au bassinet dans cette affaire-là. Nous sommes nombreux, donc nous devrions, je le réclame depuis longtemps et encore l'année dernière, mettre en place un rapport de force en contactant les autres Villes concernées. Essentiellement, la

concurrence se joue pour nous avec Nîmes et avec Béziers, avec les Communautés de Communes – quel que soit leur statut – concernées, avec les Départements concernés, avec la Région, avec les CCI concernées, etc. Il faut nous entendre pour que ces compagnies-là arrêtent d'exercer auprès de nous ce type de chantage. Si nous ne créons pas ce rapport de force pour que cesse ce type de chantage, nous continuerons de cracher au bassinet année après année et avec des montants qui augmentent, parce que certainement le nombre d'ouvertures de lignes augmente, ou des choses comme cela.

Je demande un vote séparé sur cette subvention par rapport aux autres, de façon à pouvoir voter contre celle-ci. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Objection accordée. Nous ferons un vote séparé sur cette subvention.

Je vous donne deux ou trois éléments qui vont répondre aux questions. Premier point : si la subvention est votée, c'est parce que la compétence a été transférée à la Métropole, donc une partie de la subvention qui était Ville est devenue métropolitaine et s'est ajoutée à celles de la Métropole.

Deuxième point : d'autres participent avec nous, la Région, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, la CCI et le Département peut-être – ce n'est pas fait mais peut-être.

Enfin, sur la concurrence, Monsieur Martin, je n'estime pas que la concurrence de l'aéroport de Montpellier doit se faire et s'exercer avec Béziers et Nîmes. Je pense qu'au contraire, Nîmes et Béziers doivent travailler en complémentarité avec l'aéroport de Montpellier. C'est le rôle de la Région, organisatrice des transports sur le territoire, d'arriver à ces deals, parce que la vraie concurrence pour l'aéroport de Montpellier se fait avec Toulouse, mais se fait énormément avec Marseille-Marignane et avec Barcelone.

Je pense donc que la présence des aéroports que sont Béziers et Nîmes peut être envisagée de façon complémentaire avec l'aéroport de Montpellier. C'est pour cela que je me suis exprimé en faux lorsque les propos du Directeur de l'aéroport de Montpellier ont été interprétés comme allant contre les intérêts de la Ville de Béziers et de l'aéroport de Béziers. Je considère aujourd'hui que notre vraie concurrence n'est pas Béziers et n'est pas Nîmes. Notre vraie concurrence, c'est Barcelone, Toulouse, Marignane-Marseille.

Hervé MARTIN

Je suis d'accord avec vous sur le niveau où vous placez la concurrence. En revanche, le jeu que jouent des compagnies comme Ryanair est de dire : « *A Montpellier, si vous ne voulez pas payer pour que les passagers viennent sur le territoire ici, moi j'atterris à Béziers ou à Nîmes.* » Voilà le type de concurrence qu'eux mènent. Sinon, sur l'autre niveau auquel vous placez la concurrence, je suis relativement d'accord.

Monsieur le Président

Je pense que l'essentiel de cette discussion se conduira avec la Région et avec la Chambre de Commerce qui maintenant est départementale, notamment avec Béziers, et également dans le contrat de travail que nous passons avec Nîmes bientôt. Je rappelle que nous signerons bientôt une convention de coopération entre les Villes d'Alès, Nîmes, Montpellier et Sète, dans laquelle sera évoqué un certain nombre de thématiques communes à ensemble de ces territoires, que ce soit la culture, le développement économique, les transports ou le tourisme.

Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

Je suis d'accord avec mon collègue : nous pouvons très bien envisager une entente régionale des différents aéroports sur ces méthodes utilisées par ces compagnies aériennes dont nous connaissons l'efficacité aussi. Là-dessus, avez-vous des chiffres, pour répondre à la deuxième partie de ma question, qui donnent un peu de détail ?

Monsieur le Président

Je ne suis pas élu de la Région. Je rappelle que la Région est l'autorité organisatrice des transports, que ce soient les transports routiers, ferroviaires, aéroportuaires ou portuaires, et qu'à ce titre-là c'est de sa compétence qu'il s'agit.

Anne BRISSAUD

S'il doit y avoir subvention, peut-être que la Région doit financer et pas nous.

Monsieur le Président

La Région finance l'aéroport de Montpellier.

Anne BRISSAUD

Peut-être que justement cette subvention-là non seulement nous n'avons pas le droit de la donner, nous ne remplissons pas les conditions d'exonération. Nous avons des conditions à remplir, nous ne les remplissons pas. Si nous pouvons éviter de donner une subvention qui nous coûte très cher chaque année, qui dure en plus et qui finalement ne garantit rien parce qu'il n'y a pas les conditions nécessaires – et comme le disait mon ami, cela ressemble à du chantage –, je pense que nous pouvons nous passer de donner cet argent, l'utiliser pour d'autres choses qui sont réellement de notre compétence.

Monsieur le Président

C'est un choix politique. Notre choix est de soutenir l'aéroport.

Anne BRISSAUD

Vous voulez dire que vous continuez, et l'année prochaine aussi, à donner ces 700 000 euros ?

Monsieur le Président

Nous travaillons avec la Région, avec l'Etang de l'Or et avec la CCI pour soutenir l'aéroport de Montpellier.

Anne BRISSAUD

Je pense que nous pourrions laisser faire les professionnels, et que le rapport de la Cour des Comptes a bien montré que nous n'étions pas professionnels.

Monsieur le Président

Vous auriez le droit de voter contre, Madame Brissaud.

Anne BRISSAUD

Nous voterons contre ce point-là de l'ordre du jour.

Monsieur le Président

Je voudrais faire un vote séparé. Si vous voulez, je vous fais voter toutes les subventions, sauf celle sur l'aéroport. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité, hormis sur l'affectation de subvention AFPTE, qui est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 abstention et 4 votes contre).

S'est abstenu : R. REVOL.

Ont voté contre : M. E. PETIT, M. H. MARTIN ; Mme. A. BRISSAUD ; Mme. S. BOUALLAGA.

AFFAIRE N° 47 : FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT EN LIEN AVEC LA DECISION MODIFICATIVE 2016 N° 1 – REVISIONS – ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire suivante, c'est l'affaire 47, il s'agit des autorisations de programme et crédits de paiement en lien avec la décision modificative numéro 1. Qui demande des explications auprès de Max Lévi ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 48 : FINANCES – REVERSEMENT DE TAXE D'AMENAGEMENT AUX COMMUNES AU TITRE DE L'EXERCICE 2016 – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 48, reversement de taxe d'habitation d'aménagement aux Communes au titre de l'exercice 2016. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 49 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – CONVENTION DE SENSIBILISATION AUX BONNES PRATIQUES POUR LES MARCHES PUBLICS DU BATIMENT – AUTORISATION DE SIGNATURE – APPROBATION

Mme BODKIN, Mme SANTARELLI, M. SAVY et M. PELLET sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 49, convention de sensibilisation aux bonnes pratiques pour les marchés publics du bâtiment. Madame Guiraud.

Isabelle GUIRAUD

De manière rapide Monsieur le Président, mes chers collègues, il s'agit de renouveler cette convention entre la Métropole de Montpellier et les entreprises artisanales du bâtiment et des travaux publics. Il faut que je me retrouve dans ce que je voulais vous dire, de manière à ce que ce soit assez succinct. Il s'agissait dans ce renouvellement de remettre à jour cette convention, et surtout de réaffirmer les objectifs de commandes transparentes et d'accès des entreprises à la commande publique. C'est important parce que c'est une demande forte de la part des entreprises du bâtiment et des travaux publics, et c'était aussi l'occasion de mettre des obligations réciproques, que ce soit pour les entreprises ou pour la Métropole de Montpellier. Je pense notamment à la clause sociale.

Monsieur le Président

Merci Madame Guiraud. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 50 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – COMMISSION DE DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC ENERGIE ET TRANSPORT-MOBILITE – STATIONNEMENT (CDSP) – ELECTIONS – FIXATION DES CONDITIONS DE DEPOT DE LISTE

Mme PEREZ sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 50, Commission de Délégation de Service Public énergie et transport mobilité stationnement (CDSP), élections, fixation des conditions de dépôt de la liste, Madame Guiraud.

Isabelle GUIRAUD

Je vais essayer d'être brève. Il s'agit bien de fixer les conditions de dépôt de liste pour les constitutions ou modifications de ces Commissions. Le fait que nous soyons passés en Métropole entraîne ces transferts de compétences, notamment dans l'organisation de la mobilité, les parcs et aires de stationnement, les concessions de distribution publique d'électricité et de gaz, la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbain.

Pour pouvoir gérer ces compétences, il est nécessaire de créer une Commission de Délégation de Service Public énergie, une Commission également pour gérer la DSP de réseaux de chaleur, et enfin de modifier cette Commission transport afin d'y inclure l'examen des DSP relatives aux parcs de stationnement. Dans cette délibération, il s'agit de fixer les conditions de dépôt des listes pour l'élection des membres de cette Commission.

Monsieur le Président

Merci Madame Guiraud. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 51 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 51, modification du tableau des emplois et des effectifs, Monsieur Bonnal.

Pierre BONNAL

Quelqu'un a-t-il une question ?

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 52 : BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DE L'AQUARIUM MARE NOSTRUM – AVENANT N° 4 RELATIF A LA PROLONGATION DU CONTRAT – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme KERANGUEVEN, Mme BODKIN, Mme SANTARELLI, Mme PEREZ, M. SAVY et M. PELLET entrent en séance.

Mme JANNIN et Mme ROUSSEL-GALIANA sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire 52, prolongation du contrat de 17 jours pour repousser la date de clôture de la DSP Mare Nostrum aquarium. Monsieur Audrin.

Jean-François AUDRIN

Vous avez tout dit, c'est très clair. C'est dans le titre : il y a le vote. Le 3 mars 2007, vous aviez voté, ceux qui étaient présents, pour faire en sorte que l'aquarium Mare Nostrum soit géré par SEAMAN. Cela prend

fin le 15 décembre 2017 et nous allons simplement prolonger de 17 jours pour avoir le temps de tout réorganiser. C'est ce que nous allons d'ailleurs voter sur la délibération 77 ce soir, savoir qui sera en charge de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Monsieur Revol.

René REVOL

On ne discute pas immédiatement après de l'attribution de cette DSP, l'affaire 77 ? Je ne vois pas pourquoi on les a séparées.

Monsieur le Président

Nous pouvons les mettre à côté si tu veux. Je fais une modification du programme de l'ordre du jour. Je vous propose de voter l'affaire 52 et de voter après sur l'affaire 77.

Sur l'affaire 52, contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

A voté contre : M. R. REVOL.

AFFAIRE 77 : HORS COMMISSION – CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DE L'AQUARIUM MARE NOSTRUM ET DU PLANETARIUM GALILEE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit du contrat de délégation de service public de l'aquarium Mare Nostrum et du planétarium Galilée. Il s'agit de la désignation du nouveau délégataire. Monsieur Audrin.

Jean-François AUDRIN

L'aquarium Mare Nostrum, jusque-là exploité par la société SEAMAN et le planétarium Galilée, est actuellement géré en régie directe de Montpellier Méditerranée Métropole. Nous avons voté ensemble la possibilité d'envisager une mutualisation le 24 février 2016. Une procédure a été mise en place et deux candidats ont été validés, notamment l'aquarium Ocean World, et SEAMAN, qui a présenté un dossier acceptable.

Les études ont montré que la valeur technique de l'offre, avec une politique d'investissement identique, était plus en faveur de l'aquarium Ocean World, avec des ouvertures pour Ocean World sept jours sur sept de mai à août et pendant les vacances scolaires, et cinq jours sur sept en dehors de ces périodes, ce qui permettait de développer l'offre aux scolaires, ce qui était indispensable.

Pour ce qui est de la valeur financière de l'offre, aquarium Ocean World rapporte à la Métropole sur la période 2 millions d'euros, contre 55 000 euros pour SEAMAN, soit 25 fois moins que SEAMAN. Ce qui veut dire qu'Ocean World est largement la plus performante.

Pour ce qui est de la qualité du service, la qualité du service chez Ocean World est légèrement plus performante ; les politiques promotionnelles sont extrêmement actives. Le périmètre de la délégation est mis en place sur dix ans et deux mois. Pour ce qui est des prestations confiées au délégataire, la Métropole retrouvera ses équipements en parfait état à l'issue de cette délégation, c'est une garantie.

Les caractéristiques financières de la convention : une redevance par an est reversée à la Métropole de l'ordre de 170 000 euros, plus 1 euro hors taxes au-delà de 300 euros, et un rapport annuel est remis à la Métropole par le délégataire, ce qui nous permet d'avoir une vue sur le fonctionnement, régulièrement.

Globalement, dans le cas de défaillance du délégataire, une somme de 550 000 euros sera versée à la Métropole. Cela lui permettra de pallier les éventuelles défaillances du délégataire. Nous vous demandons ce soir, au vu de ces conclusions, d'approuver le choix de la société Ocean World en tant que titulaire du contrat de DSP pour l'exploitation de l'aquarium et du planétarium.

Monsieur le Président

Merci pour cet exposé très clair. Qui demande la parole ? Monsieur Revol, Madame Bouallaga.

René REVOL

Je ne conteste pas le choix qui a été fait la dernière fois, j'ai voté contre. J'étais contre pour la raison suivante : je considère que le planétarium ne devait pas être fusionné avec Mare Nostrum. Je conçois parfaitement que l'on fasse une délégation de service public pour finalement un élément culturel de loisirs, c'est le cas de Mare Nostrum. Je considère que le planétarium remplit non seulement une fonction culturelle de loisirs mais aussi une fonction pédagogique et une fonction scientifique, notamment par les partenariats pris avec les universitaires et les chercheurs en astronomie, qui jouent un rôle d'animation sur notre grand territoire, au-delà même de la Métropole, tout à fait important.

On a choisi de faire une délégation de service public sur cet ensemble, c'est la décision de cette collectivité, donc j'ai étudié avec beaucoup d'attention le contrat de DSP. A la suite de cette étude, j'arrive à la conclusion que je vais voter contre cette délibération.

En effet, d'une part il a été dit lors de la préparation de ce dossier que l'on porterait une attention particulière à ce que le planétarium puisse continuer ses partenariats notamment avec l'Université, avec les écoles, tels qu'ils étaient organisés. J'ai mis un certain temps à lire tous les dossiers, je n'ai pas trouvé une ligne sur le planétarium. Quand on fait un contrat de DSP – j'en fais de mon côté –, je sais comment c'est : il faut regarder toutes les lignes. Il n'y a rien. Il n'y a aucun engagement d'Ocean World – qui ne sait pas faire un planétarium, qui n'en a jamais fait nulle part – sur cette question. Par rapport à cet objectif qu'attendait le milieu universitaire concerné, il y a un déficit dans le texte. Je souhaiterais qu'il soit corrigé.

Deuxièmement, concernant l'activité Mare Nostrum elle-même, je suis d'accord pour que nous favorisions le développement de l'offre scolaire, mais dans ces conditions il ne faut pas augmenter de manière massive les tarifs, ce qui est le cas. On considère que la gratuité n'est aujourd'hui autorisée qu'aux enfants de moins de trois ans, c'est un recul considérable. On considère qu'à partir de onze ans, on a le tarif adulte. Pour ce qui est des tarifs scolaires, ils sont en augmentation.

Je trouve que cette négociation n'a pas été bien menée. J'ai étudié le dossier, si nous ne pouvons pas à nouveau négocier je vote contre, mais je pense que cela aurait mérité que ce soit dit.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Revol. Madame Bouallaga.

Sabria BOUALLAGA

Je vais rebondir sur ce que vous venez de dire, Monsieur Revol. On peut aussi également parler de la SERM qui n'a pas pour habitude de gérer ce genre de structure. Ocean World, pas pour faire sa promotion du tout, loin de moi cette idée, j'ai pu voir dans le rapport qu'ils avaient l'habitude de gérer ce genre de site, en tout cas ce genre de grosses structures. Je crois qu'ils en gèrent plus de 19 à Lyon, Barcelone, etc. La SERM est plus spécialisée, il me semble, sur l'urbanisation.

Egalement, Monsieur le Président, j'ai vu qu'Ocean World, puisque c'est la société pour laquelle cette affaire va être votée, devra, pour récupérer cette DSP – je cite la page 12 –, « *mettre en place une restructuration interne importante. Elle devra s'appuyer sur sa maison mère pour opérer cette transformation.* »

Une question m'a été posée par certaines personnes qui s'inquiètent, notamment sur le personnel : avons-nous une visibilité sur le transfert de ce personnel ? Je me veux rassurante puisque je pense qu'il y va de la protection de l'emploi dans notre région, encore plus dans notre Ville. Je m'interrogeais justement sur la conservation : puisque la restructuration interne va être importante, est-ce que cela, pour faire simple, concerne le personnel ? Des licenciements vont-ils être envisagés ? Des postes vont-ils être supprimés ? C'est une question que l'on m'a posée et que je me permets de poser ici.

Monsieur le Président

Merci, Madame Bouallaga. Monsieur Audrin, puis je dirai un petit mot.

Jean-François AUDRIN

Pour ce qui est du personnel, la société Ocean World, qui – comme vous l’avez dit – a 19 structures périphériques, s’est engagée à trouver les meilleures solutions si elle avait des restructurations envisagées. Je voudrais revenir aussi sur le prix des entrées.

Je pense que René a bien lu le dossier, mais peut-être n’est pas allé assez loin. Lorsque l’on compare les prix que nous avons jusqu’à maintenant et les prix qu’il est possible d’avoir, les choses sont différentes : le prix d’entrée est inférieur. Le prix affiché est un prix net. Simplement en s’inscrivant sur Internet, ou simplement en allant gratter des petits fascicules, tout de suite une remise est mise en place, ce qui veut dire que le prix dans ce cas devient inférieur à ce qui était jusqu’à maintenant. Ce sont les politiques promotionnelles agressives dont nous parlions, avec une diffusion et la possibilité, pour avoir des prix inférieurs mis en place sur l’ensemble d’Odysseum, de partenariats avec les différentes structures périphériques qui permettent aux enfants montpelliérains, métropolitains, et aux familles, de payer moins cher l’entrée.

Monsieur le Président

Sur les écoles ?

Jean-François AUDRIN

Les écoles : lors des discussions, des garanties ont pu être mises en place. Vous avez vu que nous avons choisi Ocean World, qui ouvre deux jours par semaine simplement pour les écoles et pour les étudiants, aussi bien au niveau du planétarium que de l’aquarium. Comme je vous le disais aussi précédemment, nous aurons la possibilité de visualiser les résultats une fois par an puisque nous aurons des comptes rendus. Vous le savez : la Métropole est très attachée à ce que les étudiants et les élèves puissent facilement avoir accès à cette culture scientifique. Bien sûr, nous nous portons garants quant à la possibilité que tous les montpelliérains puissent y accéder à moindre coût et assez facilement.

Monsieur le Président

Si les objectifs ne sont pas respectés, des pénalités sont prévues pour le délégataire.

Jean-François AUDRIN

Tout à fait, l’article 16-3 que René a dû lire, certainement. Des pénalités sont prévues en cas de manquement à tout cela. Pour les emplois, je l’ai dit juste avant, j’ai commencé par cela en disant qu’ils avaient 19 structures et que bien sûr ils n’envisageaient pas de faire des licenciements mais des propositions, si c’était nécessaire, qui seraient obligatoirement intéressantes pour les salariés actuels. Vous pouvez donc les rassurer.

Sabria BOUALLAGA

Très bien. Ils vous écoutent, je pense.

Monsieur le Président

Les emplois sont transférés.

Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

Deux éléments. On ne peut pas mettre en cause la qualité pour les services de l’entreprise pressentie. Nous allons voter. Cela étant, nous savions quand nous avons lancé cette consultation que nous avions plusieurs objectifs, dont l’un était de rendre accessible cet aquarium à moindre coût pour les familles.

J’ai entendu ce que Jean-François vient de dire : on ne peut pas douter de l’efficacité de leur politique marketing. Ils ont une sorte de prix de base et à partir de là, si vous répondez à la politique promotionnelle, vous avez des tarifs bas. C’est une méthode marketing que l’on connaît bien, dans tous ces équipements de loisirs, mais quand même, je demanderai qu’il soit, si c’est encore possible, marqué que l’objectif qu’une fa-

mille avec au moins deux enfants puisse atteindre cet aquarium sans devoir déboursier la moitié d'un salaire. Rappelez-vous à combien c'était.

Dernier point, René a posé sur le planétarium la question de la garantie que l'on conserve les accords avec les universitaires. Quand on a fait ce planétarium, je me rappelle, nous étions déjà dans cette assemblée, on savait que l'intérêt d'avoir un planétarium était que l'on puisse donner au monde universitaire montpelliérain accès à un outil de haute valeur pédagogique et de recherche. Sur ce point, je ne crois pas, Jean-François, que tu aies répondu à l'interrogation de René.

Dans le cas contraire, sur la politique tarifaire vis-à-vis des familles, s'il n'y a rien d'écrit noir sur blanc et s'il n'y a également rien d'écrit noir sur blanc dans la DSP sur l'aspect universitaire, personnellement je m'abstiendrai.

Jean-François AUDRIN

Pour les étudiants et pour les scolaires, l'engagement est même supérieur. Nous avons un engagement de 5 % sur les anciennes structures, là il y a un engagement de 10 % pour les élèves et étudiants. Il faut savoir que c'est un engagement contractuel sur lequel nous avons la possibilité d'avoir encore plus d'étudiants et de scolaires qu'avant. J'irai plus loin : pas que sur le planétarium mais aussi sur l'aquarium. Pour répondre à Renaud qui me pose une question : oui, il y a aussi un engagement quant à la gestion du personnel. Il n'y a pas de licenciement prévu actuellement.

Monsieur le Président

Monsieur Martin.

Hervé MARTIN

Excusez-moi, je n'avais pas demandé la parole auparavant car pour être franc j'avais prévu de voter contre sans forcément intervenir pour ne pas rallonger. Mais les réponses que j'entends là me poussent à le faire. Sur le côté vraiment très évasif et très approximatif des réponses que j'entends, je suis très inquiet sur plusieurs plans.

D'abord sur la politique tarifaire, parce qu'une politique tarifaire doit être connue. Là, on nous répond par des actions promotionnelles. Des actions promotionnelles, cela veut dire que l'on ne sait pas la réalité des choses pour le moment. Je trouve cela tout à fait anormal.

En ce qui concerne le personnel, nous avons apparemment des garanties qu'il n'y aurait pas de licenciement, mais on ne sait pas où l'on va. Je comprends les personnels qui peuvent être inquiets, qui n'ont aucune garantie sur ce qui va leur arriver avec des reclassements : dans quelle structure, dans quelle Ville, où, dans quelles conditions, etc. ? Je suis assez effaré que l'on n'ait pas pu étudier cela auparavant.

Je partage également l'inquiétude de René Revol sur l'aspect scientifique des choses, je ne prolonge pas là-dessus. Merci.

Monsieur le Président

Ils sont mentionnés, Monsieur Audrin ? Tous les tarifs des familles sont mentionnés.

Jean-François AUDRIN

Ils sont mentionnés dans la délibération. Il y a des tableaux.

Monsieur le Président

Vous avez des tableaux comme cela : « *tarifs sociaux pour les familles, aquarium, planétarium* ».

Cyril MEUNIER

Est-ce que les tarifs famille ont baissé par rapport à ce que nous avons précédemment ? Je ne me souviens plus.

Jean-François AUDRIN

Tu me disais que tu te souvenais surtout y être allé et avoir payé, et que tu avais trouvé cela très coûteux.

Cyril MEUNIER

Pas que moi.

Jean-François AUDRIN

Dans le cadre des promotions envisagées, il sera possible de payer moins cher que ce que les familles payent actuellement.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Qui est contre ? Monsieur Martin, Monsieur Larue, Monsieur Revol. Qui s'abstient ? Madame Touzard, Monsieur Calvat, Monsieur Moure, Monsieur Petit, Monsieur Véra, Monsieur Fourcade, Monsieur Meunier et Madame Donada.

Adoptée, l'affaire 77.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (9 abstentions et 3 votes contre).

Se sont abstenus : M. R. CALVAT, Mme C. DONADA, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. E. PETIT, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA.

Ont voté contre : M. A. LARUE, M. H. MARTIN, M. R. REVOL.

AFFAIRE N° 53 : PROXIMITE, RELATIONS AVEC LES USAGERS, CHASSE ET PECHE – DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DU SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES ET DU CREMATORIUM – SAEML SFMA – TARIF GENERAL 2017 – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 53, relations avec les usagers, chasse et pêche. Monsieur Jaoul.

Laurent JAOUL

Monsieur le Président, au regard du niveau actuel de la tarification des prestations des fournitures et du résultat du dernier exercice de la société de pompes funèbres qui s'élève à 604 652 euros, il est proposé aux élus de ne pas augmenter le tarif général des services funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole.

Monsieur le Président

C'était la délégation que je citais de Monsieur Jaoul, « *chasse pêche* ». Cela n'a rien à voir avec les affaires funéraires.

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 54 : CULTURE – COMEDIE DU LIVRE – AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTIONS – APPROBATION

Monsieur le Président

Nous passons aux affaires culture que je vous présente en l'absence du rapporteur Vice-Président Bernard Travier, grippé. Comédie du livre, il s'agit là d'autorisation de demande de subventions. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 55 : CULTURE – HOTEL MONTCALM – MARCHES DE TRAVAUX N° 2183DC09, LOTS N° 4, 9A, 10 ET 13, MARCHE DE TRAVAUX N° 3131DC12 LOT N° 12 – PROTOCOLES TRANSACTIONNELS – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. MARTIN sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 55, il s'agit là des marchés de travaux pour l'hôtel Montcalm et le Centre d'art contemporain, et nous choisirons l'architecte lors de la première exposition de Nicolas Bourriaud, le 27 janvier à La Panacée. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 56 : CULTURE – FONDS SPECIAL CULTURE – AFFECTATION DE SUBVENTIONS – APPROBATION

M. YOUSSESS, M. RAYMOND et M. MARTIN entrent en séance.

M. JAOUL sort de séance

Monsieur le Président

Affaire 56, fonds spécial culture, affectation de subventions : 1 500 euros à l'association Singulier Pluriel ; 1 500 euros à l'association Nu Collectif ; et 1 000 euros à l'association Musik'A Grabels. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.
Oui, Madame Bouallaga ?

Sabria BOUALLAGA

Je voudrais dire un mot sur cette affaire. Il y a une subvention demandée apparemment chaque année. J'en ai discuté en Commission avec Monsieur Travier. Je voudrais vous faire part d'une observation peut-être judicieuse ou pas, je n'en sais rien, mais en tout cas j'ai appris en Commission que cette subvention octroyée par le Département pour la culture n'était depuis quelque temps plus attribuée, et pour cause : on m'a expliqué que c'était la décentralisation. Il s'agit d'une somme de 30 000 euros. Chaque année, la Métropole demande cette somme et chaque année elle est refusée. La décentralisation avait pour but de donner aux collectivités des compétences propres afin d'assurer...

Monsieur le Président

Je ne sais pas de quoi il s'agit.

Sabria BOUALLAGA

Une subvention que la Métropole demande tous les ans, de 30 000 euros.

Monsieur le Président

Je ne suis pas au courant de cela.

Sabria BOUALLAGA

J'ai le dossier sous les yeux. C'est ce que nous avons étudié en Commission : « *en conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir autoriser les demandes de subventions les plus larges possible auprès de l'Etat, Ministère de la Culture, de la Commission DRAC, de la Région et du Conseil départemental au titre de l'année 2017, et dire que ces recettes correspondantes seront inscrites au budget Méditerranée Métropole.* » Il s'agit d'une demande que la Métropole fait chaque année.

En discutant avec Monsieur Travier et avec les services, j'ai appris que cette subvention était tous les ans refusée. Je crois savoir que nous avons la chance ici d'avoir un représentant du Département, Monsieur Calvat. Vous êtes Vice-Président délégué à la culture au Département. Je ne vais pas rentrer dans les détails historiques de cette loi, je ne vais pas faire de la politique politicienne, mais ce qui m'interroge c'est que je crois savoir que le transfert des charges est réalisé concernant cette délégation. Pour autant, je ne comprends pas pourquoi ces fonds sont chaque année refusés.

Monsieur le Président, la décentralisation devait contribuer à changer nos modes de vie, de fonctionnement, donner de nouveaux pouvoirs aux élus locaux. La décentralisation a à-peu-près je crois mon âge, je vous laisse deviner. Un changement aussi pour la démocratie où les citoyens se confrontent moins au millefeuille.

Monsieur le Président

Elle n'a pas 18 ans !

Sabria BOUALLAGA

Non, j'en ai 35.

Monsieur le Président, je ne vais pas vous dire l'importance qu'a la culture pour notre Métropole, mais vous conviendrez qu'en ces temps durs, nous ne pouvons pas accepter de restrictions budgétaires quelles qu'elles soient, dont nous ne connaissons pas la véritable cause, du moins qui mériteraient d'être éclairées.

Il me semble aussi, Monsieur le Président, que la culture fait partie des compétences qui seront peut-être prochainement transférées. C'est pourquoi je profite de cette affaire afin d'attirer votre attention sur ces fonds qui ne sont pas transférés, du coup, et j'espère que vous pourrez par conséquent apporter plus de précisions ou peut-être rétablir l'équité budgétaire. Monsieur le Président, si nous récupérons des compétences et que nous ne profitons pas des budgets associés, je crains une augmentation des impôts indubitable, et cela va encore nous retomber dessus.

C'est pour cela, je pense, qu'il va falloir être très vigilants sur ces transferts. Le passé nous montre que c'est compliqué à mettre en place, que nous ne pouvons pas supporter des transferts de charges si derrière les budgets ne suivent pas. Il s'agit là de 30 000 euros, mais nous avons pu voir dans d'autres affaires – les petits ruisseaux font les petites rivières – que l'on monte très vite à 1, 2 ou 3 millions d'euros.

Monsieur le Président

Vous savez, Madame Bouallaga, j'apprécie beaucoup votre façon de faire de la politique. Franchement. Vous m'avez parlé dans la même phrase de tout et de son contraire. Je vais remettre le curseur au centre du jeu. Ce qui se passe en termes de transfert de compétences et d'estimation des charges à transférer est du rôle de la Chambre Régionale des Comptes. La dernière réunion qui devra fixer cela aura lieu le 8 décembre à la Chambre Régionale des Comptes.

Sachez une chose : le Ministère et la Direction Générale des Collectivités Locales se sont exprimés très clairement – c'est pour cela qu'il y a eu quelques mouvements au Conseil départemental ces jours-ci – en disant que chaque fois que l'on transférait une compétence, ou un festival, ou un événement culturel, on devait intégrer également dans ce transfert les fonds qui correspondent à ce transfert. L'arbitrage a eu lieu au ministère.

Je ne vais pas plus loin parce que ce n'est pas le but du jeu, ce n'est pas le but de la soirée, mais rassurez-vous sur ce point : c'est intégré dans les discussions qui sont actuellement menées à la Chambre Régionale des Comptes.

Monsieur Calvat.

Renaud CALVAT

Je n'entrerai pas dans le débat parce que ce n'est pas le lieu ni le moment, mais je souhaite malgré tout répondre à notre collègue pour lui dire que je suis à sa disposition pour échanger avec elle sur la politique culturelle départementale et métropolitaine, et lui expliquer aussi comment fonctionnent les demandes de subventions.

Je souhaiterais bien évidemment connaître le motif de cette demande de subvention, parce que l'on ne vote pas 30 000 euros de subvention à une collectivité pour rien. Il faudrait savoir quel est le projet. Pour rassurer Madame Bouallaga – je parle là aussi sous le contrôle des nombreux Conseillers départementaux présents dans cette salle – : le 14 novembre dernier, nous avons voté au Conseil départemental pour plus de 250 000 euros, pas 30 000, 250 000 euros de subventions à des structures associatives de la Métropole qui œuvrent dans le champ culturel et éducatif. Nous sommes donc très loin de ces 30 000 euros. Ces 250 000 euros de subventions ont été votés à l'unanimité du Conseil départemental.

Monsieur le Président

Bientôt, on va faire les réunions du Conseil départemental ici à la Métropole. Au Conseil municipal c'est pareil, maintenant on me parle des affaires départementales. On les traite au Conseil municipal. Certaines autres, on les traite ici en Conseil de Métropole. Madame Bouallaga, vous avez raison : la décentralisation fait son œuvre.

Je mets aux voix l'affaire 56 contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 57 : CULTURE – CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – DEMANDE DE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2017 – APPROBATION

Mme ROUSSEL-GALIANA entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 57, conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Méditerranée Métropole, demande de subvention. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 58 : CULTURE – CONVENTION RELATIVE A L'ORGANISATION DES CLASSES A HORAIRES AMENAGES DE MUSIQUE ET DE DANSE (CHAM/CHAD) DU COLLEGE CLEMENCE-ROYER – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 58 : convention relative à l'organisation des classes à horaires aménagés de musique et de danse du collège Clémence-Royer. Qui demande des explications ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 59 : CULTURE – MUSEE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA FEDERATION DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DE FRANCE – LANGUEDOC-ROUSSILLON – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 59, musée Fabre, convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Fédération des aveugles et des amblyopes de France, pour 840 euros. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

L'expo Bazille, 150 000 visiteurs et elle est aujourd'hui au Musée d'Orsay avant d'aller à Washington.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N° 60 : CULTURE – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA – MUSEE HENRI-
PRADES – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L’UNITE MIXTE DE RECHERCHE
ARCHEOLOGIE DES SOCIETES MEDITERRANEENNES (CNRS/UPV) ET LE MUSEE HENRI-
PRADES – AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

Affaire 60, site archéologique Lattara Henri-Prades, convention de partenariat entre l’Unité mixte de recherche archéologique des sociétés méditerranéennes et le musée Henri-Prades. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

**AFFAIRE N° 61 : CULTURE – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA – MUSEE HENRI-
PRADES – CONVENTION DE COORGANISATION DE L’EXPOSITION « CIRCULEZ, Y A
TOUT A VOIR ! ARCHEOLOGIE DES GRANDS TRAVAUX ENTRE NIMES ET MONTPEL-
LIER » – AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

Affaire suivante, 61, site archéologique Lattara, convention de coorganisation de l’exposition « Circulez, y a tout à voir ! Archéologie des grands travaux entre Nîmes et Montpellier ». Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

**AFFAIRE N° 62 : CULTURE – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA – MUSEE HENRI-
PRADES – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA – MUSEE HENRI-
PRADES ET LE MUSEE DES MOULAGES – AUTORISATION DE SIGNATURE**

Monsieur le Président

Affaire 62, site archéologique Lattara, convention de partenariat avec le Musée des moulages de l’Université des lettres et sciences humaines Paul-Valéry. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

**AFFAIRE N° 63 : CULTURE – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA – MUSEE HENRI-
PRADES – ACTUALISATION DES TARIFS DE LA BOUTIQUE**

Monsieur le Président

Affaire 63, toujours Lattara, actualisation des tarifs de la boutique. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

AFFAIRE N° 64 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – ALTRAD STADIUM – MISE A DISPOSITION DE TERRAINS ET D'ESPACES – MATCH PREPARATOIRE A LA COUPE DU MONDE DE RUGBY FEMININ 2017 – RENCONTRE FRANCE VS USA – CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 64, Altrad Stadium, mise à disposition de terrains et d'espaces, match préparatoire à la Coupe du monde de rugby féminin 2017, rencontre France-USA, convention d'occupation temporaire. Monsieur Jean-Luc Meissonnier.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur le Président, chers collègues, il s'agit de mettre à disposition l'Altrad Stadium pour un montant de 11 667 euros. Je rappelle aussi que nous prévoyons une aide financière, spécifique à cette rencontre, de 30 000 euros.

Monsieur le Président

Ces 30 000 euros dont vous parliez tout à l'heure Madame Bouallaga, la subvention : le sport féminin national, international, au top.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 65 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – FONDS SPECIAL SPORT – ASSOCIATION KITESURF ET WINDSURF MAGUELONE – CONVENTION D'ATTRIBUTION – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. JAOUL entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 65, attribution de subventions fonds spécial sport, Association kitesurf et windsurf Maguelone, Jean-Luc Meissonnier.

Jean-Luc MEISSONNIER

Il s'agit d'appuyer le pôle d'excellence, une future école de kitesurf basée sur notre littoral métropolitain à Villeneuve-lès-Maguelone avec de très bons résultats. C'est l'Association de kitesurf windsurf Maguelone. Je rappelle que c'est en pleine évolution et nous vous proposons une aide exceptionnelle de 1 500 euros pour les aider à se dynamiser.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

Avant de passer à l'affaire 66, j'ai omis de vous rappeler la magnifique exposition de la médiathèque Emile-Zola sur Gaston Baissette, le 29 à 18 heures. L'homme de l'étang de l'Or, le médecin résistant.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 66 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – NETTOYAGE DES TRIBUNES, DES ABORDS DIRECTS, DES VESTIAIRES ET DES SANITAIRES DU COMPLEXE SPORTIF YVES-DU-MANOIR – MARCHÉ N° 4604 DS16 – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 66, nettoyage des tribunes, Monsieur Meissonnier, des abords directs, des vestiaires et des sanitaires du complexe Yves-du-Manoir.

Jean-Luc MEISSONNIER

Tout à fait. Il s'agit de la société Sud Services basée à Castelnau-le-Lez, pour un montant de 66 861,25 euros par an.

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée. L'Altrad Stadium se trouve dans le complexe Yves-du-Manoir. L'Altrad Stadium est le terrain d'honneur et les terrains d'entraînement font partie de l'ensemble du complexe Yves-du-Manoir. C'est pour cela que nous n'avons pas enlevé Yves-du-Manoir. Nous avons seulement, pour trois ans, conféré le *naming* à la société Altrad pour assurer une coopération public-privé sur le stade. Et il y a le terrain Béchu dans le complexe.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 67 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – RESEAU DES PISCINES – OPERATION BOUGEONS ENSEMBLE POUR LE TELETHON – CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION FRANÇAISE CONTRE LES MYOPATHIES (AFM) A OCCASION DE L'EDITION 2016 DU TELETHON – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 67, réseau des piscines. Monsieur Meissonnier.

Jean-Luc MEISSONNIER

Il s'agit d'un partenariat avec l'AFM, pour le Téléthon, où seront organisées le samedi 10 décembre sur la piscine olympique Antigone une journée et une soirée d'animation ludiques, festives et artistiques. Sur la journée il y a pas mal d'animations aquatiques, et pour 3 euros supplémentaires vous pouvez aller voir une séance de cinéma le soir. Les recettes bien sûr sont toutes reversées au Téléthon, à l'AFM.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Meissonnier. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 68 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – CHAMPIONNAT DU MONDE DE HANDBALL 2017 – CONVENTION CADRE AVEC LA LIGUE REGIONALE DE HANDBALL POUR L'ORGANISATION DES MATCHS DU CHAMPIONNAT DU MONDE DE HANDBALL MASCULIN 2017 A MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme BOUALLAGA sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 68, il s'agit là du Championnat du monde de handball. Jean-Luc Meissonnier.

Jean-Luc MEISSONNIER

C'est pour le Championnat du monde de handball masculin 2017 qui se déroulera les 21, 22 et 24 janvier 2017. Je vous propose une participation financière de l'ordre de 94 000 euros, Ville plus Métropole bien sûr, dont 75 000 euros inscrits sur le budget 2016, et après, le solde, 19 000 euros, sur le budget 2017, pour le grand plaisir de Max Lévi.

Monsieur le Président

Monsieur le Maire de Prades, Monsieur Lussert.

Jean-Marc LUSSERT

Simplement pour dire que je ne participerai pas au vote puisque je suis Vice-Président à la Ligue régionale de handball. Il me semble qu'il y a conflit d'intérêts. Vive le handball.

Monsieur le Président

Vous avez bien fait de le préciser. Monsieur Lussert ne prend pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. J.-M. LUSSERT.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 69 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – REGIE DE L'EAU POTABLE – AVANCE SUR DOTATION INITIALE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 69, régie publique de l'eau, avance sur dotation initiale, Monsieur Revol.

René REVOL

Il s'agit d'une régularisation liée à la période de transition qui fait que la Métropole a effectivement récupéré la part qui lui revenait du point de vue des recettes de l'eau et qu'elle devait remettre avant la fin de cette année à la régie, 2 600 000 euros, ce sera fait. J'en profite pour vous dire que je ne manquerai pas de vous inviter tous avec le Président, au mois de janvier, à une date que nous allons retenir, pour souffler la première bougie anniversaire de la régie.

Monsieur le Président

Nous serons tous là. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 70 : TRANSPORTS ET MOBILITE – TRAMWAY DEUXIEME LIGNE – CONVENTION DE MANDAT N° 379T0 POUR LES ETUDES ET LA REALISATION – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE POUR L'ANNEE 2015 – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 70, il s'agit là de la Commission transport et du tramway deuxième ligne. C'est la convention de mandat pour les études et la réalisation, c'est le compte rendu annuel à la collectivité, le CRAC. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 71 : TRANSPORTS ET MOBILITE – TRAMWAY TROISIEME LIGNE – MANDAT DE MAITRISE D’OUVRAGE DELEGUEE N° 969T4 POUR LES ETUDES ET LA REALISATION – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE POUR L’ANNEE 2015 – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 71, toujours tramway deuxième ligne, mandat de maîtrise d’ouvrage délégué pour les études et la réalisation. Il s’agit du CRAC pour l’année 2015. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

AFFAIRE N° 72 : TRANSPORTS ET MOBILITE – TRAMWAY BOUCLAGE QUATRIEME LIGNE – CONVENTION DE MANDAT N° 2232 POUR LES ETUDES ET LA REALISATION – COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE POUR L’ANNEE 2015 – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 72, tramway, bouclage de la quatrième ligne. Il s’agit là du compte rendu à la collectivité pour l’année 2015. C’est le CRAC. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

AFFAIRE N° 73 : TRANSPORTS ET MOBILITE – SURVEILLANCE PERMANENTE DU TUNNEL DE LA COMEDIE – CONVENTION DE GESTION DE SERVICE DE LA COMMUNE DE MONTPELLIER AU BENEFICE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

M. MEISSONNIER sort de séance.

Affaire 73, transports et mobilité, surveillance permanente du tunnel de la Comédie, convention de gestion de service de la Commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. C’est pour la surveillance du tunnel de la Comédie. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

AFFAIRE N° 74 : TRANSPORTS ET MOBILITE – GROUPEMENT DES AUTORITES RESPONSABLES DE TRANSPORT (GART) – ADHESION – DESIGNATION DES MEMBRES REPRESENTANTS

Monsieur le Président

Affaire 74, toujours dans les transports, Groupement des Autorités Responsables de Transport, GART. Il s’agit de nommer un représentant. Je vous propose la candidature de Monsieur Jean-Pierre Rico, Maire de Pérols. Y a-t-il d’autres candidats ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Elu à l’unanimité.

Pour la désignation du représentant, il est proposé à l’Assemblée de décider à l’unanimité de ne pas procéder par un vote à bulletin secret, mais par un vote à main levée, ce en application de l’article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

À l’issue d’un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l’unanimité.

AFFAIRE N° 75 : TRANSPORTS ET MOBILITE – CLUB DES VILLES ET TERRITOIRES CYCLABLES – ADHESION – DESIGNATION DES REPRESENTANTS

Monsieur le Président

75, Club des Villes et territoires cyclables, adhésion, désignation des représentants. 10 000 euros l'adhésion, et je vous propose la candidature de Madame Stéphanie Jannin. Y a-t-il d'autres candidats ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Pour la désignation du représentant, il est proposé à l'Assemblée de décider à l'unanimité de ne pas procéder par un vote à bulletin secret, mais par un vote à main levée, ce en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 76 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – GESTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES – REDEVANCE SPECIALE APPLICABLE AUX DECHETS NON MENAGERS ASSIMILABLES AUX DECHETS MENAGERS – EVOLUTION DES TARIFS – APPROBATION

Mme BOUALLAGA entre en séance.

Monsieur le Président

76, gestion des déchets ménagers et assimilés, redevance spéciale, Monsieur Meunier.

Cyril MEUNIER

La redevance spéciale concerne les déchets assimilés à des déchets comme vous pouvez avoir à la maison mais qui sont sur les gros-porteurs, et nous avons une tarification séparée en deux : les déchets non recyclables et les déchets recyclables. Pour continuer à les pousser à trier, nous ne bougeons pas le prix à 0,019 euro par litre de déchets recyclables, et ceux qui sont non recyclables, nous augmentons un tout petit peu. Au lieu de 0,0290 nous sommes à 0,0295. Cela ne va pas bouleverser les équilibres mais c'est encore un petit signe pour leur dire qu'il faut comme chez vous, comme chez nous, comme partout, trier.

Monsieur le Président

Trions. Je mets aux voix la proposition du Maire de Lattes Cyril Meunier, Vice-Président. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 78 : HORS COMMISSION – SOUTIEN AUX AGRICULTEURS IMPACTES PAR LES EPISODES DE GRELE 2016 – APPROBATION ET AUTORISATION DE FINANCEMENT

Mme JANNIN et M. MEISSONNIER entrent en séance.

Monsieur le Président

L'affaire 77 a déjà été votée, nous passons à l'affaire 78. Soutien aux agriculteurs impactés par les épisodes de grêle. Nous proposons le vote d'une subvention de 100 000 euros qui sera discutée avec la Chambre d'agriculture, en partenariat avec le Conseil départemental de l'Hérault qui a voté également une subvention importante : 160 000 euros, avec une clause de revoyure. Nous aurons la réunion et la conférence de presse lundi à SupAgro à 11 heures 30, avec Monsieur Jérôme Despey, Président de la Chambre d'Agriculture, Monsieur Mesquida et moi-même.

Je mets aux voix la subvention de 100 000 euros aux viticulteurs et agriculteurs de la Métropole endommagés par la grêle. Nous aiderons aussi un peu ceux du Pic Saint-Loup dans le cadre de la solidarité. A ce propos, j'ai appelé mon ami Jean-Louis Rodier, le Maire de Saint-Martin-de-Londres, ce matin, et je lui ai proposé les services de la Métropole s'il avait besoin d'aide logistique. Il m'a dit qu'il s'en sortait, que la Communauté d'Agglomération du Pic Saint-Loup avait fait vraiment le travail, et que s'il avait un souci il nous appellerait. Il a été ravi du coup de fil et de la solidarité que la Métropole a déployée à l'égard de Saint-Martin-de-Londres.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 79 : HORS COMMISSION – CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION ENSEMBLE CONTRE LE SIDA SIDACTION A L'OCCASION DE LA TREIZIEME FETE DES VIGNES – AUTORISATION DE SIGNATURE

M. BALAZUN sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Affaire 79, convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Ensemble contre le sida, Monsieur El Kandoussi.

Abdi EL KANDOUSSI

Monsieur le Président, mes chers collègues, cette délibération concerne la signature d'une convention pour reverser les recettes de la manifestation la Fête des vignes à l'association Ensemble contre le sida Sidaction par Montpellier Méditerranée Métropole. Pour information, en 2015, 19 977 euros ont été reversés à l'association, et près de 170 000 euros depuis la création de l'événement en 2004. Vous retrouvez les éléments sur la fiche que vous avez sur le plateau devant vous, qui sont également affichés dans l'ensemble du territoire de la Métropole. Ici, vous avez l'information comme quoi les recettes sont bien versées à l'association Sidaction.

Monsieur le Président

Je félicite les designers de cette affiche parce qu'on la voit bien en voiture, elle est très simple et elle a un message, c'est une inspiration soviétique. Je ne sais pas qui l'a faite, mais c'est bien. Je vois que les leçons portent. C'est vraiment nickel. On voit tout.

Monsieur Pellet.

Yvon PELLET

La treizième Fête des vignes commence demain et durera deux jours sur l'esplanade. Nous avons entre 30 000 et 35 000 euros, comme chaque année. Comme l'a dit Abdi, depuis le début nous reversons le produit de la vente de nos verres au Sidaction. Les deux premières années c'était au Téléthron. Cette opération permet à 35 vigneronnes d'être sur la Comédie, sur l'esplanade, et cela rejaillit sur toute la Métropole. C'est une très belle opération, prisée chaque année par l'ensemble de nos vigneronnes, et je crois que nous y passons demain soir pour l'inauguration.

Monsieur le Président

Bien sûr et vous êtes tous conviés, y compris pour l'inauguration de la grosse boule, la mappemonde. Vous êtes les bienvenus, inutile de vous le répéter chaque fois.

Je voulais ajouter à ce que dit Yvon Pellet : la Fête des vignes, la Fête du miel à Cournonsec, la Fête de l'olive à Pignan, la Fête de la tomate à Clapiers, la Fête de la truffe à Saint-Geniès, et nous pouvons ajouter les Comédies du Tarn, les Comédies du Pic-Saint-Loup, les Comédies de l'Aveyron, la Comédie de la Lozère, tout cela fait un conglomerat de manifestations très importantes pour l'image de l'agriculture et de la

production des produits de qualité que nous sommes en capacité, sur le grand territoire de la Métropole et ses partenaires, de produire. C'est une démarche que nous conduisons tous ensemble.

Yvon PELLET

Pour les vigneron, il y a aussi l'opération Chine que nous avons faite depuis 2012. Cette opération marche très bien puisqu'aujourd'hui, nous en sommes en gros à 32 containers depuis le début qui ont été envoyés en Chine. Là-dessus, 17 Communes de la Métropole sont impliquées. Comme je vous le disais : en gros, 2,3 millions de chiffre d'affaires. Il est important de regarder, dans l'action économique de la Métropole, que cette année, pour un euro investi par la Métropole, nous avons un retour sur investissement de 7,50 euros pour les vigneron. Cette opération, nous l'avons commencée avec Gilbert Pastor puis avec Chantal Marion. Nous la menons chaque année. Nous amenons nos vigneron sur le marché chinois et c'est une opération qui marche très bien, qui est bien reconnue par l'ensemble des vigneron. Quand on regarde l'action économique en elle-même – 1 euro investi, 7,50 euros de chiffre d'affaires pour le vigneron –, je crois que c'est une bonne opération pour la Métropole.

Monsieur le Président

Merci Monsieur Pellet. Bientôt, nous pourrions également commercer avec la région de Kaluga. en Russie, 1,5 million d'habitants.

Tant que nous y sommes, je vais faire voter mais je voudrais que Monsieur Meissonnier nous dise un petit mot sur le Trophée taurin dont la phase finale et conclusion a été tenue à Saint Georges d'Orques. Nous avons vu, entendu et rencontré des personnes que nous n'avions jamais vues, dans un esprit très coopératif et dans des conditions complexes pour les fédérations. Ce qui dit bien que le travail que fait la Métropole sur la tradition est profond et reconnu.

Jean-Luc MEISSONNIER

Tout à fait, Monsieur le Président. Ce Trophée taurin, pour sa deuxième année, a été un vif succès. Il est reconnu par l'ensemble des acteurs de la course camarguaise que sont les manadiers, les clubs taurins, les rasters, les organisateurs bien sûr de courses. La position que nous avons prise l'année dernière pour aider la Fédération française de course camarguaise a été transparente, légitime, mais efficace. A l'aune des élections régionales de l'année dernière, beaucoup de politiques des Bouches-du-Rhône, du Gard, et même certains de l'Hérault, s'étaient engagés à aider la fédération avec une manne financière directe puisque l'on donnait directement, avec un chèque, des sommes qui pouvaient aller de 1 000 euros, 2 000 euros, 5 000, à 10 000 euros, directement à la Fédération française de la course camarguaise.

L'année dernière, Monsieur le Président, je vous avais expliqué qu'il ne pouvait pas être question pour nous d'abonder dans ce sens puisque le bureau de la Fédération de la course camarguaise était composé d'acteurs, notamment de manadiers, de rasters, de Présidents de clubs taurins qui auraient été juge et partie par l'attribution de ces fonds publics. Nous avons pris l'option, avec les services de la Métropole, d'accompagner la restructuration de la Fédération française de la course camarguaise, avec l'aide bien sûr de Jeunesse et Sports, sous le contrôle de l'Etat et des différents acteurs.

Nous sommes donc dans l'élaboration de nouveaux statuts, dans l'accompagnement de la Fédération française de la course camarguaise qui en a bien besoin. Je vous rappelle que les derniers représentants, notamment, du Bureau de la fédération, avaient laissé un trou de 140 000 euros de dettes. Les nouveaux qui sont arrivés ont demandé des aides un peu partout.

Il faut savoir que la seule pour le moment qui a aidé la Fédération française de la course camarguaise, a été la Métropole de Montpellier. Cela a été reconnu publiquement et télévisuellement par Jacques Mailhan, Président de la Fédération française de la course camarguaise. Il a remercié publiquement le Président Philippe Saurel de son engouement à soutenir et à continuer de développer ce sport qui est sûr traditionnel, culturel, que tout le monde soutient ici et que maintenant plus personne ne confond avec la corrida.

Cela a été un vif succès. Cette réunion à Saint Georges d'Orques a permis notamment à Monsieur le Maire de Saint Georges d'Orques d'être satisfait de voir que sur un territoire qui n'est pas forcément le territoire de prédilection pour la course camarguaise, nous avons réussi à faire venir des grands manadiers comme

Henri Laurent, comme Jacques Mailhan, des gens qui venaient d'Arles et même d'un peu plus loin. Vous savez que plusieurs régions sont concernées, notamment les Bouches-du-Rhône, avec la région PACA. Pour la vraie région Occitanie, il y avait plusieurs représentants de différents départements et cela a été vraiment un vif succès.

Je voudrais dire aussi, et je tiens à mettre un petit pavé dans la mare, que vous verrez circuler sur certains réseaux sociaux des choses qui font l'objet d'une éventuelle fêria sur Montpellier avec l'accord de la Métropole, avec l'accord de la Ville. Pour le moment, je ne suis pas au courant – et je crois que pas grand monde n'est au courant ici – qu'une fêria se ferait sur la halle Laissac avec une arène, des abrivados, des bandidos. Quand on connaît l'organisation dans nos petites communes de la mise en sécurité d'abrivados bandidos, nous nous imaginons bien que faire sur les rails des tramways des abrivados bandidos, cela vaudrait son pesant de cacahuètes, mais cela demande une organisation qui se prépare bien longtemps à l'avance et qui demande des budgets vraiment importants.

Dans tous les cas, le Trophée taurin de la Métropole – et les différents acteurs qui ont pris la parole sur le plateau de TV Sud – qui avait eu lieu à Saint Georges d'Orques, ont donné toute l'importance que peut avoir la Métropole de Montpellier, dont l'image est plutôt urbaine. Son territoire est bien plus vaste que celui de la Métropole de Montpellier puisqu'il va jusqu'à Port-Saint-Louis-du-Rhône, voire plus loin.

Pour vous donner un exemple, l'arène d'Arles Mandy-Graillon a été récupérée par la région PACA pour servir de figure de proue à ces traditions, cette culture provençale qui aussi occupe pas mal de nos concitoyens.

Un grand merci public à tous les gens qui soutiennent ce Trophée taurin. Sachez que l'année prochaine, à la demande du Président Philippe Saurel, d'autres communes en dehors de la Métropole seront invitées à participer au Trophée taurin de la Métropole. La culture et nos traditions, bien sûr, sont là pour être accueillies, pour accueillir d'autres communes à l'échelon un peu plus large que celui de notre territoire métropolitain. L'année prochaine, attendez-vous, à la demande du Président Philippe Saurel, à ce que des Communes qui ont déjà sollicité l'année dernière une participation à notre Trophée taurin, soient invitées. On montre que l'on a un esprit un peu plus large que celui qui se limite aux territoires politiques. Voilà ce que je voulais dire, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Jean-Luc. Je vous le résume en deux mots. L'an dernier, il y en a qui ont essayé de récupérer de façon très grossière et maladroite – et je ne parle pas de chapelles politiques, tous confondus – et de mettre la pression sur la course camarguaise. Jean-Luc a indiqué une marche à suivre, validée par l'ensemble des institutions, et reconnue par elles. Aujourd'hui tout simplement, l'ensemble du milieu – qui a son histoire, qui est un peu particulier, il faut connaître –, tranquillement fait confiance à la Métropole.

J'entends certains qui disent : « *La Grande Métropole veut bouffer les campagnes, la Grande Métropole veut bouffer les traditions.* » ; c'est là l'exemple inverse. C'est pour cela qu'il méritait d'être partagé avec vous.

Je mets aux voix l'affaire 79. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 80 : HORS COMMISSION – OUVERTURE DES MAGASINS LE DIMANCHE – LOI 2015-990 DU 6 AOÛT 2015 POUR LA CROISSANCE, L'ACTIVITE ET L'EGALITE DES CHANCES ECONOMIQUES – AVIS DE LA METROPOLE

M. LARUE sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Affaire 80, Chantal Marion. Vous savez que dans le cadre de la loi Macron, les Communes doivent se déterminer sur l'ouverture le dimanche des magasins, en fonction des syndicats de branche, des filières. Chantal.

Chantal MARION

Monsieur le Président, chers collègues, vous savez que la loi du 6 août 2015 permet désormais l'ouverture dominicale des établissements de commerce de détail, dans la limite de douze dimanches par an. Lorsque le nombre de dimanches excède cinq, les demandes des communes doivent être faites avant le 31 décembre – nous sommes dans le timing –, sous la forme d'un arrêté, après un avis conforme du Conseil de la Métropole et d'un avis également du Conseil municipal des Communes concernées.

Cette liste peut être Commune pour tous les secteurs d'activité mentionnés : le commerce de détail spécialisé de l'alimentation, le commerce de détail spécialisé de l'équipement de foyer, électroménager, TV, hi-fi, le commerce de détail spécialisé de la personne, de la culture et des loisirs, et le secteur de l'automobile.

Le travail réalisé fait suite à un courrier adressé par le Président à chacun des Maires de la Métropole. Les Communes concernées par un avis de la Métropole ayant répondu en ce sens sont le Crès, Lattes, Pérols, Montpellier, Saint Jean de Védas et Juvignac. Celles-ci sont recensées dans le tableau que vous avez en votre possession, annexé au projet de délibération du Conseil du 24 novembre. Si vous avez des questions à me poser, il n'y a pas de souci, je peux vous donner des récapitulatifs.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 contre).

A voté contre : M. H. MARTIN.

AFFAIRE N° 81 : HORS COMMISSION – SERVICE PRESSE – PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT AUX FRAIS REELS – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 81, service de presse, prise en charge des frais de déplacement aux frais réels. Monsieur El Kandoussi.

Abdi EL KANDOUSI

Le service relations presse organise, dans le cadre de ses activités sur le territoire local mais aussi national, en lien avec les médias, autour du projet des sept piliers de Montpellier Méditerranée Métropole, des déplacements de personnalités extérieures, journalistes entre autres, lors de conférences de presse afin de contribuer au rayonnement de la Métropole et de ses actions. Il peut également organiser l'accueil de délégations à ces mêmes occasions. Il est donc proposé que la prise en charge de ces frais aux frais réels soit financée à hauteur de 5 000 euros maximum par an, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci Monsieur El Kandoussi. Qui demande la parole ? Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 82 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – SOCIETE PUBLIQUE LOCALE D'AMENAGEMENT L'OR AMENAGEMENT – MODIFICATIONS STATUTAIRES – AUTORISATION ACCORDEE AU REPRESENTANT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 82, il s'agit des organismes extérieurs et de la société publique locale d'aménagement Or aménagement. C'est la modification des statuts. Monsieur Rico ne prend pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. J.-P. RICO.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N° 83 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – CONSEIL D'INSTITUT DE MONTPELLIER MANAGEMENT – UNIVERSITE DE MONTPELLIER – DESIGNATION DE REPRESENTANTS

Monsieur le Président

Affaire 83, organismes extérieurs, Conseil d'institut de Montpellier management, Université de Montpellier, désignation de représentants. Je vous propose de désigner Madame Chantal Marion comme représentante titulaire, et Madame Sonia Kerangeven comme représentante suppléante. Y a-t-il d'autres candidats ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Il est proposé au regard des dispositions du Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2121-21 de ne pas procéder à une désignation à bulletin secret, mais à main levée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 84 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – ETABLISSEMENTS SCOLAIRES – REPRESENTATION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU SEIN DES COLLEGES – DESIGNATION

Monsieur le Président

Affaire 84, il s'agit de nommer des représentants de la Métropole dans des établissements scolaires selon la liste que vous avez, annexée au rapport. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Il est proposé à l'Assemblée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales de décider à l'unanimité de ne pas procéder à ces désignations par un vote à bulletin secret, mais par un vote à main levée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 85 : HORS COMMISSION – ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES – DELEGATIONS PERMANENTES – MODIFICATION – APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 85, il s'agit de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales sur les délégations permanentes. C'est la modification. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 86 : HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE METROPOLE – COMPOSITION

Monsieur le Président

Dernière affaire de l'ordre du jour, il s'agit de la modification des Commissions du Conseil de Métropole et de leur composition. Il est proposé d'entériner une mise à jour de la composition des Commissions à la suite de demandes d'élus et au regard de l'élection de la présidence qui a eu lieu au sein de la Commission énergie et transition énergétique.

Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Je vous remercie beaucoup. Je vous donne rendez-vous au prochain Conseil qui aura lieu le 14 décembre, et le 14 décembre le Conseil sera suivi d'une collation de fin d'année à laquelle vous êtes tous invités, bien entendu.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.